



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 7 mars 1953

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, March 7th, 1953

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Rèlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
33898 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
33898 — 1-52

Lettres patentes

Alwin Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Relièvre, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingtième jour de décembre 1952, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat, et Conseil en Loi de la Reine, Ethel Yussem, secrétaire, fille majeure, de Montréal, Theodore H. Shapiro, avocat, de Ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Alwin Investment Corp.", avec un capital de \$900,000 divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune, 50,000 actions privilégiées de \$10 chacune et 35,000 actions catégorie "A" de \$10 chacune.

Letters Patent

Alwin Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Relièvre, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of December 1952, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, Ethel Yussem, Secretary, spinster of the full age of majority, of Montreal, Theodore H. Shapiro advocate, of the town of Mount Royal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes.

To carry on the business of an investment company, under the name of "Alwin Investment Corp.", with a capital stock of \$900,000 divided into 500 common shares of \$100 each, 50,000 preferred shares of \$10 each and 35,000 Class A shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DESILETS.

Appartement Longpré Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuf janvier 1953, constituant en corporation: Maurice Trudeau, de Westmount, J.-Alfred Ethier, François Morel, tous deux de Montréal, tous avocats, tous du district judiciaire de Montréal,

Faire affaires comme constructeurs et contracteurs, sous le nom de "Appartement Longpré Ltée", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-neuf janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DESILETS.

Appliances Unlimited Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de janvier 1953, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Clarence Reuben Gross, avocat, Moses Silverstone, commis, Sarah Miller, sténographe, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de dispositifs électriques, accessoires domestiques, articles de bureau, ferronnerie, joaillerie et objets de fantaisie, sous le nom de "Appliances Unlimited Inc.", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce treizième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DESILETS.

Associated Fruit Distributors Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt janvier 1953, constituant en corporation: Gérard-Horace Duquette, gérant de vente, des cités et district judiciaire de Montréal, Benoit-R. Leroux, gérant de trafic, J.-Alfred Laflamme, voiturier public, tous deux d'Asbestos, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits alimentaires, sous le nom de "Associated Fruit Distributors Company", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Danville, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général le vingt janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DESILETS.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of December 1952.

L. DESILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

Appartement Longpré Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of January, 1953, incorporating: Maurice Trudeau, of Westmount, J.-Alfred Ethier, François Morel, both of Montreal, all advocates, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and contractors, under the name of "Appartement Longpré Ltée", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January, 1953.

L. DESILETS,
34328 Deputy Attorney General.

Appliances Unlimited Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of January 1953, incorporating: Samuel David Rudenko, advocate and Queen's Counsel, Clarence Reuben Gross, advocate, Moses Silverstone, clerk, Sarah Miller, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in electrical appliances, household equipment, office equipment, hardware, jewelry and fancy articles, under the name of "Appliances Unlimited Inc.", with a capital stock of \$10,000 divided into 1,000 common shares of \$1 each and 900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January 1953.

L. DESILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

Associated Fruit Distributors Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date January twentieth, 1953, incorporating: Gérard-Horace Duquette, sales manager, of the city and judicial district of Montreal, Benoit R. Leroux, traffic manager, J. Alfred Laflamme, public carrier, both of Asbestos, judicial district of St-François, for the following purposes:

To deal in food products, under the name of "Associated Fruit Distributors Company", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Danville, judicial district of St-François.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1953.

L. DESILETS,
34328 Deputy Attorney General.

Association des Médecins de la Rive-Sud

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du vingt janvier 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Fernand Lizotte, de Saint-Jean-Port-Joli, district de Montmagny, Alphonse Couturier, de Rivière-du-Loup, et Jacques Dubé, de Notre-Dame-du-Lac, tous deux du district judiciaire de Kamouraska, tous médecins-chirurgiens, pour les objets suivants:

Promouvoir et sauvegarder les intérêts professionnels, scientifiques, culturels et sociaux des membres de la corporation, sous le nom de "Association des Médecins de la Rive-Sud."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Notre-Dame-du-Lac, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général le vingt janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

Association des Médecins de la Rive-Sud

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 3, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of January, 1953, to incorporate as a corporation without share capital: Fernand Lizotte, of Saint-Jean-Port-Joli, district of Montmagny, Alphonse Couturier, of Rivière-du-Loup, and Jacques Dubé, of Notre-du-Lac, both of the judicial district of Kamouraska, all surgeons-physicians, for the following purposes:

To promote and safeguard the professional, scientific, cultural and social interests of the members of the corporation, under the name of "Association des Médecins de la Rive-Sud."

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Notre-Dame-du-Lac, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

Association des Taverniers de la Cité de Grand'Mère et du District Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quinze janvier 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Arthur Létourneau, Amédée Gélinas, Alfred Lahaie, Gérard Richer, Yvette Rheault, taverniers, Louis-Philippe Garceau, Gaston Trempe, Raoul Desaulniers, Léo Grenier, Jean-Robert Lavallée, hôteliers, tous de Grand'Mère, district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

De grouper et de protéger les porteurs de licence, de promouvoir leurs intérêts communs, et de coopérer avec les autorités relativement à l'application de la Loi des liqueurs, sous le nom de "Association des Taverniers de la Cité de Grand'Mère et du District Inc."

La corporation pourra acquérir et posséder des biens immobiliers pour un montant n'excédant pas dix mille dollars.

Le siège social de la compagnie sera à Grand'Mère, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

Association des Taverniers de la Cité de Grand'Mère et du District Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date January fifteenth 1953, to incorporate as a corporation without share capital: Arthur Létourneau, Amédée Gélinas, Alfred Lahaie, Gérard Richer, Yvette Rheault, tavern-keepers, Louis-Philippe Garceau, Gaston Trempe, Raoul Desaulniers, Léo Grenier, Jean-Robert Lavallée, hotel-keepers, all of Grand'Mère, judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To group and to protect licence holders, to promote their common interests, and to cooperate with the authorities relative to the application of the Liquor Act, under the name of "Association des Taverniers de la Cité de Grand'Mère et du District Inc."

The corporation may acquire and possess real estate for an amount not exceeding ten thousand dollars.

The head office of the company will be at Grand'Mère, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

Association Notre-Dame de la Paix (Inc.)

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trente décembre 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Ernestine Ferland, Alice Aubertin, Isabelle Legris, institutrices, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Association Notre-Dame de la Paix (Inc.)

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the thirtieth day of December 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Ernestine Ferland, Alice Aubertin, Isabelle Legris, teachers, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Posséder et exploiter des établissements devant servir de maisons de repos ou de retraite, sous le nom de "Association Notre-Dame de la Paix (Inc.)"

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$10,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

Automobile Transport, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-quatre décembre 1952, constituant en corporation: Paul Provost, camionneur, Annette Breton Provost, ménagère, André Leclerc, gérant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre, maintenir, et exercer les commerce et industrie de transport de véhicules moteurs et de matériel roulant, sous le nom de "Automobile Transport, Limited", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

Bellechasse Metals Company Limited (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trente et un décembre 1952, constituant en corporation: Stanislas Poulin, avocat, de Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville, Rosario Frigon, ingénieur, de Montréal, Maurice Blain, commerçant, de Verdun, tous deux du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais et en faire le commerce, sous le nom de "Bellechasse Metals Company Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$4,000,000, divisé en 4,000,000 d'actions ordinaires de \$1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourent aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente et un décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

Bewick Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

To own and operate establishments intended to be used as Rest or Retirement Houses, under the name of "Association Notre-Dame de la Paix (Inc.)."

The amount to which shall be limited the annual revenue of the immovable property, which the corporation may own, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

Automobile Transport, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-fourth day of December, 1952, incorporating: Paul Provost, truckman, Annette Breton Provost, housewife, André Leclerc, manager, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To undertake, maintain and carry on the business and operations of the transportation of motor vehicles and of rolling stock, under the name of "Automobile Transport Limited", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

Bellechasse Metals Company Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirty-first day of December, 1952, incorporating: Stanislas Poulin, of Saint John's, judicial district of Iberville, Rosario Frigon, engineer, of Montreal, Maurice Blain, trader, of Verdun, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals, and to deal therein, under the name of "Bellechasse Metals Company Limited" (No Personal Liability), with a capital stock of \$4,000,000, divided into 4,000,000 common shares of \$1 each.

The shareholders shall incur no liability in excess of the amount paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

Bewick Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huitième jour de juin 1951, constituant en corporation: Cyril Bewick, marchand, de ville Mont-Royal, Walter A. Snyder, marchand, Samuel J. Smiley, avocat, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits chimiques, ciments, minéraux, huiles, charbon, tourbe, caoutchouc et leurs sous-produits, sous le nom de "Bewick Sales Ltd.", avec un capital de \$18,000, divisé en 150 actions privilégiées de \$100 chacune et 300 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-septième jour de février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eight day of June, 1951, incorporating: Cyril Bewick, merchant, of the town of Mount Royal, Walter A. Snyder, merchant, Samuel J. Smiley, advocate, both of the city of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in chemicals, cements, minerals, oils, coal, peat, rubber and products, under the name of "Bewick Sales Ltd.", with a capital stock of \$18,000, divided into 150 preferred shares of \$100 each and 300 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

Boulangerie Guérin et Frère, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et un décembre 1952, constituant en corporation: Urgel Guérin, Firmus Guérin, boulangers, Marie-Rose Fortin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Urgel Guérin, Marie-Ange Beauchemin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Firmus Guérin, tous de Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter une boulangerie et une confiserie, sous le nom de "Boulangerie Guérin et Frère, Ltée", avec un capital de \$100,000 divisé en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune et en 7,500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera sur le Boulevard Mercure, à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le trente et un décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

Boulangerie Guérin et Frère, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of December, 1952, incorporating: Urgel Guérin, Firmus Guérin, bakers, Marie-Rose Fortin, housewife, wife separate as to property by marriage contract, of said Urgel Guérin, Marie-Ange Beauchemin, housewife, wife separate as to property by marriage contract of said Firmus Guérin, all of Drummondville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To own and operate a bakery and a confectioner's establishment under the name of "Boulangerie Guérin et Frère, Ltée", with a capital stock of \$100,000, divided into 2,500 preferred shares of \$10 each, and 7,500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be on Mercure Boulevard, Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

Centre Musical Canadien Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatorze janvier 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Charles-Emile Gadbois, prêtre, de St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe, Marcel Caron, agent, de Rosemont, Raphaël Beaudette, avocat, de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Organiser, établir, exploiter un centre d'art musical et artistique, sous le nom de "Centre Musical Canadien Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

Centre Musical Canadien Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fourteenth day of January 1953, to incorporate as a corporation without share capital: Charles-Emile Gadbois, priest, of St. Hyacinthe, judicial district of St. Hyacinthe, Marcel Caron, agent, of Rosemont, Raphaël Beaudette, advocate, of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To organize, establish, and operate a musical and artistic centre, under the name of "Centre Musical Canadien Inc."

The amount to which the value of immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the fourteenth day of January 1953.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

Château Gaspésien Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du quatorze janvier 1953, constituant en corporation: Fernand Rioux, gérant, de Rivière-au-Renard, Terance Pidgeon, Maurice Dussault, avocats, de Gaspé, tous du district judiciaire de Gaspé, pour les objets suivants:

Exercer un commerce d'hôtellerie, sous le nom de "Château Gaspésien Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 2,000 actions communes de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au village de Rivière-au-Renard, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

Comité des Loisirs de St-Joseph de Mont-Royal

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-quatre décembre 1952, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Trudeau, avocat, Anne-Marie Leduc, secrétaire, Louise Fortin, tous de Mont-Royal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir un intérêt dans les sports de tous genres, sous le nom de "Comité des Loisirs de St-Joseph de Mont-Royal".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels de ses biens immobiliers est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-quatre décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

Crèmerie d'Asbestos, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept janvier 1953, constituant en corporation: Antonio Leclerc, comptable, Pierrette Bois, sténographe et fille majeure usant de ses droits, tous deux de Québec, Jeanne Dionne, sténographe et fille majeure usant de ses droits, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie des produits laitiers, sous le nom de "Crèmerie D'Asbestos, Ltée".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 3,900 actions sans valeur au pair ou nominale et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Asbestos, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général le sept janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

Château Gaspésien Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of January 1953, incorporating: Fernand Rioux, manager, of Rivière-au-Renard, Terance Pidgeon, Maurice Dussault, advocates, of Gaspé, all of the judicial district of Gaspé, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, under the name of "Château Gaspésien Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 2,000 common shares of \$25 each.

The head office of the company will be in the village of Rivière-au-Renard, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, the fourteenth day of January 1953.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

Comité des Loisirs de St-Joseph de Mont-Royal

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fourth day of December, 1952, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Trudeau, advocate, Anna Marie Leduc, secretary, Louise Fortin, all of Mount Royal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To foster interest in sports of every kind, under the name of "Comité des Loisirs de St-Joseph de Mont-Royal".

The amount to which the revenue of the immovable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at the town of Mount Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

Crèmerie d'Asbestos, Ltée

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of January 1953, incorporating: Antonio Leclerc, accountant, Pierrette Bois, stenographer, spinster exercising her rights, both of Québec, Jeanne Dionne, stenographer and spinster, exercising her rights, of Sillery, all of the judicial district of Québec, for the following purposes:

To carry on a business and deal in dairy products, under the name of "Crèmerie d'Asbestos, Ltée".

The capital stock of the company is divided into 3,900 shares without nominal or par value, and 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Asbestos, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, the seventh day of January 1953.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

F. X. Gagné, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuf décembre 1952, constituant en corporation: Jacques-René de Cotret, comptable agréé, Henri Sylvestre, notaire, Bernard Pinard, avocat, tous de Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Généralement faire le commerce des liqueurs douces et autres produits alimentaires, sous le nom de "F. X. Gagné, Limitée", avec un capital de \$100,000 divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 7,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-neuf décembre 1952.

L'Assistant-procureur général.

34328-o

L. DÉSILETS.

Georges Laflamme Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du sept janvier 1953, constituant en corporation: Antonio Leclerc, comptable, Pierrette Bois, sténographe, tous deux de Québec, Jeanne Dionne, sténographe, de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Opérer un commerce de bois, sous le nom de "Georges Laflamme Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 3,900 actions sans valeur au pair ou nominale et en 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Charles, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général, le sept janvier 1953.

L'Assistant-procureur général.

34328-o

L. DÉSILETS.

Gift Shop Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de décembre 1952, constituant en corporation: Isidore Robert Cherry, marchand, Sylvia Cherry, épouse séparée de biens dudit Isidore Robert Cherry, et dument autorisée par lui aux fins des présentes, Sam Schwarz Bard, avocat, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands négociant en objets fantaisie, ferronnerie, meubles et marchandises sèches en général, sous le nom de "Gift Shop Ltd.", avec un capital de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 46 rue de la Fabrique, en les cité et district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, ce trente et unième jour de décembre 1952.

L'Assistant-procureur général.

34328

L. DÉSILETS.

F. X. Gagné, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q., 1941, bearing date the twenty-ninth day of December, 1952, incorporating: Jacques René de Cotret, chartered accountant, Henri Sylvestre, notary, Bernard Pinard, advocate, all of Drummondville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To deal generally in soft drinks, food products, under the name of "F. X. Gagné, Limitée", with a capital stock of \$100,000, divided into 3,000 common shares, \$10 each, and 7,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Nicolet, judicial district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1952.

L. DÉSILETS,

34328

Deputy Attorney General.

Georges Laflamme Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q., 1941, bearing date the seventh day of January 1953, incorporating: Antonio Leclerc, accountant, Pierrette Bois, stenographer, both of Quebec, Jeanne Dionne, stenographer, of Sillery, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in wood under the name of "Georges Laflamme Inc."

The capital stock of the company is divided into 3,900 shares of no par or nominal value and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at St-Charles, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of January, 1953.

L. DÉSILETS,

34328

Deputy Attorney General.

Gift Shop Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of December 1952, incorporating: Isidore Robert Cherry, merchant, Sylvia Cherry, wife separate as to property of the said Isidore Robert Cherry, and duly authorized by him for the purpose of these presents, Sam Schwarz Bard, advocate, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as merchants dealing in fancy articles, hardware, furniture and dry goods generally, under the name of "Gift Shop Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 46 de la Fabrique Street, in the city and judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December 1952.

L. DÉSILETS,

34328-o

Deputy Attorney General.

**Inter-Cité Propane Inc.
Inter-City Propane Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt janvier 1953, constituant en corporation: David Bellumeur, c.a., Jacques Charette, Gaston Bellerive, comptables, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Opérer le commerce comme distributeur de gaz propane, et d'accessoires utilisant le dit gaz propane, sous le nom de "Inter-Cité Propane Inc." "Inter-City Propane Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le vingt janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

J. Berger Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente et unième jour de décembre 1952, constituant en corporation: Abbey Litovsky, John Michael Schlesinger, avocats, Barnet Buckman, notaire public, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et faire des affaires comme marchands et manufacturiers de nouveautés, marchandises électriques et marchandises sèches, sous le nom de "J. Berger Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce trente et unième jour de décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

J. M. Clément Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRivière, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du trente et un décembre 1952, constituant en corporation: Jean-Marie Clément, marchand, Annette Vaillancourt Clément, ménagère, épouse dudit Jean-Marie Clément, Albert Boulet, comptable agréé, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce des marchandises sèches et des vêtements, sous le nom de "J. M. Clément Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le trente et un décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

**Inter-Cité Propane Inc.
Inter-City Propane Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth of January, 1953, incorporating: David Bellumeur, C.A., Jacques Charette, Gaston Bellerive, accountants, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the business of propane gas distributor and accessories utilizing said propane gas, under the name of "Inter-Cité Propane Inc." "Inter-City Propane Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

J. Berger Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of December 1952, incorporating: Abbey Litovsky, John Michael Schlesinger, advocates, Barnet Buckman, notary public, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on trade and do business as merchants and manufacturers of novelties, electrical goods and dry goods, under the name of "J. Berger Inc." with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December 1952.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

J. M. Clément Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRivière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirty-first day of December, 1952, incorporating: Jean Marie Clément, merchant, Annette Vaillancourt Clément, housewife, wife of said Jean-Marie Clément, Albert Boulet, chartered accountant, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in dry goods and clothing, under the name of "J. M. Clément Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of \$100 each, and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

Labrador & Ungava Enterprises Limited
Labrador & Ungava Entreprises Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trente décembre 1952, constituant en corporation: Paul Morin, agent, Yvette Desrosiers, secrétaire, fille majeure, de Montréal, J.-Clifford Savage, avocat, de St-Lambert, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands généraux, sous le nom de "Labrador & Ungava Enterprises Limited" — "Labrador & Ungava Entreprises Limitée", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

Labrador & Ungava Enterprises Limited
Labrador & Ungava Entreprises Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of December, 1952, incorporating: Paul Morin, agent, Yvette Desrosiers, secretary, spinster, of Montréal, J.-Clifford Savage, advocate, of St. Lambert, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general merchants, under the name of "Labrador & Ungava Enterprises Limited" — "Labrador & Ungava Entreprises Limitée", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

Lakeshore Equipment Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du sixième jour de décembre 1952, constituant en corporation: Emé Lacroix, C.R., avocat, de ville Mont-Royal, Jacques Viau, C.R., avocat, de Lachine, Lucien Thouin, avocat, Jacqueline Matte, fille majeure, sténographe, de Montréal tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, outillages, ustensils, appareils, sous le nom de "Lakeshore Equipment Limited", avec un capital de \$100,000 divisé en 800 actions privilégiées de \$100 chacune et 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce seizième jour de décembre 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

Lakeshore Equipment Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixteenth day of December 1952, incorporating: Emé Lacroix, Q.C., lawyer, of the town of Mount-Royal, Jacques Viau, Q.C., lawyer, of Lachine, Lucien Thouin, lawyer, Jacqueline Matte, spinster, stenographer, of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of automobiles, motors, engines, machines, implements, utensils, apparatus, under the name of "Lakeshore Equipment Limited", with a capital stock of \$100,000 divided into 800 preferred shares of \$100 each and 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December 1952.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

Lakeshore Industries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dixième jour de janvier 1953, constituant en corporation: Douglas Walter Siple, pilote, de Beaconsfield, Joseph Alphonse Banville, machiniste, de Dorval, Albert Lockett, mécanicien de Laval ouest, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et faire les affaires comme manufacturiers de moteurs, engins, machines, outils, instruments, ustensiles, sous le nom de "Lakeshore Industries Inc.", avec un capital de \$50,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Lakeshore Industries Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of January 1953, incorporating: Douglas Walter Siple, pilot, of Beaconsfield, Joseph Alphonse Banville, machinist, of Dorval, Albert Lockett, mechanic, of Laval West, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and do business as manufacturers of motors, engines, machines, implements, quipment, utensils, under the name of "Lakeshore Industries Inc.", with a capital stock of \$50,000 divided into 100 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, ce dixième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of January 1953.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

La Ligue des Propriétaires de Saint-Hyacinthe Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt janvier 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Omer Lemaitre Auger, agent d'affaires, Louis-Philippe Nadeau, Georges Tétreault, Charles-Omer Chagnon, bourgeois, Ephrem Perreault, éleveur de chinchillas, tous de Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

S'occuper de toute question économique, sociale ou légale susceptible d'intéresser les propriétaires d'immeubles, sous le nom de "La Ligue des Propriétaires de Saint-Hyacinthe Incorporée"

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$5,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le vingt janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

La Ligue des Propriétaires de Saint-Hyacinthe Incorporée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January, 1953, to incorporate as a corporation without share capital: Omer Lemaitre Auger, business agent, Louis-Philippe Nadeau, Georges Tétreault, Charles-Omer Chagnon, gentleman, Ephrem Perreault, chinchilla breeder, all of Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To deal with all economic, social or legal questions susceptible to the interests of real estate dealers, under the name of "La Ligue des Propriétaires de Saint-Hyacinthe Incorporée".

The amount to which the annual revenues of the immovable property which the corporation may hold is limited, is \$5,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

Lepage Automobile Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trente décembre 1952, constituant en corporation: Yvon Lepage, garagiste, Rita Rioux, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Yvon Lepage, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Paul Champagne, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et de moteurs et celui de garagiste, sous le nom de "Lepage Automobile Limitée", avec un capital de \$250,000 divisé en 1,500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

Lepage Automobile Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the thirtieth day of December, 1952, incorporating: Yvon Lepage, garage-keeper, Rita Rioux, housewife, wife separate as to property by marriage contract, of said Yvon Lepage, and duly authorized by him for the purposes hereof, Paul Champagne, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in Motor vehicles and in motors; and carry on business as garage-keeper, under the name of "Lepage Automobile Limitée" with a capital stock of \$250,000, divided into 1,500 common shares of \$100 each and 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

Les Immeubles Audet Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.E.Q., 1941, des lettres patentes en date du trente décembre 1952, constituant en corporation: Mériidé Audet, marchand, Marie-Louise Gauthier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Mériidé Audet, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, Jeannette Audet, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Lorenzo Dubois, et

Les Immeubles Audet Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the thirtieth day of December, 1952, incorporating: Mériidé Audet, merchant, Marie Louise Gauthier, housewife, wife common as to property of said Mériidé Audet, and duly authorized by the latter for the purposes hereof, Jeannette Audet, housewife, wife separate as to property by marriage contract, of Lorenzo Dubois, and duly authorized

dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous de Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme mandataires, agents dans l'immeuble en général, sous le nom de "Les Immeubles Audet Limitée", avec un capital de \$70,000 divisé en 700 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 211, rue Ste-Famille, Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

**Les Immeubles Foster Ltée
Foster Realities Ltd**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuf décembre 1952, constituant en corporation: Gérard-Adrien Southière, notaire, Armand Maheu, industriel, Doris Robert, Pierre Godbout, avocats, tous de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Faire le commerce de biens fonciers, sous le nom de "Les Immeubles Foster Ltée" "Foster Realities Ltd", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

**L'Oeuvre des Terrains de Jeux de
St-Pierre du Sud, Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un janvier 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Théophile Proulx, Conrad Lapointe, François Lapointe, Maurice Samson, Jean-Guy Caron, Léandre Picard, puisatiers, Fernand Cloutier, garagiste, Alexandre Proulx, Ulric Proulx, Charles-Eugène Baillargeon, Thomas Caron, cultivateurs, Gilles Cloutier, industriel, Laurent Normand, entrepreneur de pompes funèbres, tous de St-Pierre, district judiciaire de Montmagny, pour les objets suivants:

Ériger des terrains de jeux dans la paroisse de St-Pierre, comté de Montmagny, sous le nom de "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Pierre du Sud, Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Pierre, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

**Martin Ajusteurs Limitée
Martin Adjusters Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

by the latter for the purposes hereof, all of Kenogami, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as mandatories, real estate agents generally, under the name of "Les Immeubles Audet Limitée", with a capital stock of \$70,000, divided into 700 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 211 Ste-Famille St. Kenogami, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

**Les Immeubles Foster Ltée
Foster Realities Ltd**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-ninth day of December, 1952, incorporating: Gérard-Adrien Southière, notary, Armand Maheu, industrialist, Doris Robert, Pierre Godbout, advocates, all of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Les Immeubles Foster Ltée" — "Foster Realities Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December 1952.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

**L'Oeuvre des Terrains de Jeux de
St-Pierre du Sud, Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1953, to incorporate as a corporation without share capital: Théophile Proulx, Conrad Lapointe, François Lapointe, Maurice Samson, Jean-Guy Caron, Léandre Picard, well diggers, Fernand Cloutier, garage-keeper, Alexandre Proulx, Ulric Proulx, Charles-Eugène Baillargeon, Thomas Caron, farmers, Gilles Cloutier, industrialist, Laurent Normand, funeral undertaker, all of St-Pierre, judicial district of Montmagny, for the following purposes:

To erect playground in the parish of St-Pierre, county of Montmagny, under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Pierre du Sud, Inc."

The amount to which is limited the immovable property which the said corporation may hold, is \$50,000.

The head office of the corporation will be at St-Pierre, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1953.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

**Martin Ajusteurs Limitée
Martin Adjusters Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-neuf décembre 1952, constituant en corporation: Jacques-René de Cotret, comptable, agréé, Henri Sylvestre, notaire, Bernard Pinard, avocat, tous de Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Servir généralement comme agent ou intermédiaire dans l'ajustement des réclamations, sous le nom de "Martin Ajusteurs Limitée"—"Martin Adjusters Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune, 4,000 actions privilégiées de classe A de \$10 chacune et en 500 actions privilégiées de classe B de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 119a, rue Des Forges, Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DESILETS,

North-American Jewellery Stylers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de janvier 1953, constituant en corporation: Marcel Robert, Louis Freeman bijoutiers, Jacob Harold Blumenstein, avocat, Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et le négoce, manufacturer toutes sortes de bijoux, menus objets, bibelots et articles similaires, sous le nom de "North-American Jewellery Stylers Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DESILETS.

Panet Metals Corporation Ltd. (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze février 1953, constituant en corporation: Herménégilde Champagne, industriel, Louis-Joseph Champagne, notaire, Henri-Paul Morin, professeur, tous de St-Magloire, district judiciaire de Montmagny, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais et en faire le commerce, sous le nom de "Panet Metals Corporation Ltd." (no personal liability), avec un capital de \$4,000,000 divisé en 4,000,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à St-Magloire, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général le onze février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DESILETS.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twenty-ninth day of December, 1952, incorporating: Jacques René de Cotret, chartered accountant, Henri Sylvestre, notary, Bernard Pinard, advocate, all of Drummondville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To act generally as agent or intermediary in the adjusting of claims, under the name of "Martin Adjusters Limited"—"Martin Adjusters Limited" with a capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$10 each, 4,000 preferred shares, class A of \$10 each and 500 class B preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 119a des Forges Street, Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1952.

L. DESILETS,
34328 Deputy Attorney General.

North-American Jewellery Stylers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January 1953, incorporating: Marcel Robert, Louis Freeman, Jewellers, Jacob Harold Blumenstein, advocate, Irene Rubin, secretary, fille majeure, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To trade and deal in, manufacture all kinds of jewellery, smallwares, notions and similar articles, under the name of "North-American Jewellery Stylers Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January 1953.

L. DESILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

Panet Metals Corporation Ltd. (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, bearing date the eleventh day of February 1953, incorporating: Herménégilde Champagne, industrialist, Louis Joseph Champagne, notary, Henri-Paul Morin, professor, all of St-Magloire, judicial district of Montmagny, for the following purposes:

To prospect and explore mines and minerals, and deal in same, under the name of "Panet Metals Corporation Ltd." (No Personal Liability), with a capital stock of \$4,000,000 divided into 4,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at St-Magloire, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, the eleventh day of February 1953.

L. DESILETS,
34328 Deputy Attorney General.

Perfect Knitting Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du douzième jour de janvier 1953, constituant en corporation: Karl Heilig, Leslie Gellert, George Gador, manufacturiers, tous des dité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tous ou aucun des commerces de fabricants d'étoffes, fourriers, tailleurs, drapiers, merciers, bonnetiers, marchands de modes, costumiers gantiers, et chapeliers, sous le nom de "Perfect Knitting Mills Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce douzième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34328

L. DÉSILETS.

Perfect Knitting Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with Section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of January 1953, incorporating: Karl Heilig, Leslie Gellert, George Gador, Manufacturers, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the businesses of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, customers, gloves and hatters, under the name of "Perfect Knitting Mills Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January 1953.

L. DÉSILETS,

34318-o

Deputy Attorney General.

Phil Côté Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt et un janvier 1953, constituant en corporation: Philippe Côté, négociant, Raymond Côté, étudiant, Gertrude Côté, fille majeure, tous de Roberval, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Commerce du bois et des matériaux de construction, sous le nom de "Phil Côté Ltd", avec un capital de \$10,000 divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34328-o

L. DÉSILETS,

Phil Côté Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of January, 1953, incorporating: Philippe Côté, dealer, Raymond Côté, student, Gertrude Côté, spinster, all of Roberval, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To deal in wood and building materials, under the name of "Phil Côté Ltd", with a capital stock of \$10,000 divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Roberval, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of January, 1953.

L. DÉSILETS,

34328

Deputy Attorney General.

Point Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres en date du neuvième jour de janvier 1953, constituant en corporation: Morris Schwartz, marchand de textiles, Sam Stein, marchand, Lazar Kronick, manufacturier de ceintures, Alfred Zimmerman, avocat, Boris Berbrier, étudiant en droit, de la cité de Montréal, Lillian Lazare, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, de la cité d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Point Investment Corporation", avec un capital de \$100,000 divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34328

L. DÉSILETS.

Point Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January 1953, incorporating: Morris Schwartz, Textile Merchant, Sam Stein, Merchant, Lazar Kronick, Belt Manufacturer, Alfred Zimmerman, advocate, Boris Berbrier, Law Student, of the city of Montreal, Lillian Lazare, Secretary, Fille majeure et usant de ses droits, of the City of Outremont, all of Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Point Investment Corporation", with a capital stock of \$100,000 divided into 250 common shares of \$100 each and 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January 1953.

L. DÉSILETS,

34328-o

Deputy Attorney General.

Quebec Industrial Caterers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de janvier 1953, constituant en corporation: Lucien Cliche, avocat, Désiré Chabot, huissier, Vital Cliche, étudiant en droit, tous de Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de pourvoyeurs et restaurateurs, sous le nom de "Quebec Industrial Caterers Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5120 avenue Maplewood, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce huitième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

Roger Laforest Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du trente décembre 1952, constituant en corporation: Alphonse Senay, notaire de Longueuil, Lucile Beaulne Brunet, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Hector Brunet, Denise Coteur Clavel, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Jean-Claude Clavel, toutes deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchand de chaussures et d'articles en cuir ou caoutchouc, sous le nom de "Roger Laforest Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le trente décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

R. S. Flam Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinze janvier 1953, constituant en corporation: Robert S. Flam, marchand, Georges-E. Blanchard, avocat, c.r., de Chandler, district judiciaire de Gaspé, Lucien Boulet, comptable, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises sèches, sous le nom de "R. S. Flam Ltd", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chandler, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général le quinze janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

Scopus Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

Quebec Industrial Caterers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January 1953, incorporating: Lucien Cliche, lawyer, Désiré Chabot, Bailiff, Vital Cliche, law student, all of Val d'Or, judicial district of Abitibi, for the following purposes:

To carry on the business of caterers and operate a restaurant, under the name of "Quebec Industrial Caterers Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at 5120 Maplewood Avenue, in the city and judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January 1953.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

Roger Laforest Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the thirtieth day of December 1952, incorporating: Alphonse Senay, notary of Longueuil, Lucile Beaulne Brunet, secretary, wife separate as to property by marriage contract, of Hector Brunet, Denise Coteur Clavel, secretary, wife separate as to property by marriage contract, of Jean Claude Clavel, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as dealer in footwear and in leather and rubber articles, under the name of "Roger Laforest Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

R. S. Flam Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of January, 1953, incorporating: Robert S. Flam, merchant, Georges E. Blanchard, advocate, Q.C., of Chandler, judicial district of Gaspé, Lucien Boulet, accountant, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in drygoods, under the name of "R. S. Flam Ltd", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chandler, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

Scopus Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de janvier 1953, constituant en corporation: Simon Lemcovitz, manufacturier de robes, Lillian Lazare, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous deux de la cité d'Outremont, Alfred Zimmerman, avocat, Boris Berbrier, étudiant en droit, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Scopus Investment Corporation", avec un capital de \$100,000 divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce neuvième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34328

L. DÉSILETS.

Standard Sample Card Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de janvier 1953, constituant en corporation: Munroe Abbey, Max Slapack, Gregory Charlap, avocats, Dame Sylvia Teithlebaum, fille majeure, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de cartes échantillons et articles de publicité de toutes sortes; exercer le commerce général comme imprimeurs et éditeurs, sous le nom de "Standard Sample Card Company", avec un capital de \$100,000 divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce quatorzième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34328

L. DÉSILETS.

Star Pants, Disraëli, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze janvier 1953, constituant en corporation: Sam Starr, manufacturier, de Montréal, district judiciaire de Montréal, Edgar Côté, manufacturier, de Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska, André Trottier, comptable agréé, de Sherbrooke, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de manufacturiers de vêtements, sous le nom de "Star Pants, Disraëli, Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 1,000 actions de \$40 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Disraëli, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,

34328-o

L. DÉSILETS.

Steel & Graphite Co. Ltd. (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec,

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January 1953, incorporating: Simon Lemcovitz, Dress Manufacturer, Lillian Lazare, Secretary, Fille majeure et usant de ses droits, both of the city of Outremont, Alfred Zimmerman, advocate, Boris Berbrier, Law student, both of the city of Montreal, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Scopus Investment Corporation", with a capital stock of \$100,000 divided into 250 common shares of \$100 each and 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January 1953.

L. DÉSILETS,

34328-o

Deputy Attorney General.

Standard Sample Card Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January 1953, incorporating: Monroe Abbey, Max Slapack, Gregory Charlap, advocates, Dame Sylvia Teithlebaum, spinster of the full age of majority, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in sample cards and advertising materials of all kinds; to carry on generally the business of printers and publishers, under the name of "Standard Sample Card Company", with a capital stock of \$100,000 divided into 4,000 common shares of \$10 each and 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January 1953.

L. DÉSILETS,

34328-o

Deputy Attorney General.

Star Pants, Disraëli, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of January, 1953, incorporating: Sam Starr, manufacturer, of Montreal, judicial district of Montreal, Edgar Côté, manufacturer, of Victoriaville, judicial district of Arthabaska, André Trottier, chartered accountant, of Sherbrooke, judicial district of St-François, for the following purposes:

To operate as clothing manufacturers, under the name of "Star Pants, Disraëli, Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 1,000 shares of \$40 each.

The head office of the company will be at Disraëli, judicial district of St-François.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,

34328

Deputy Attorney General.

Steel & Graphite Co. Ltd. (No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have

il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf janvier 1953, constituant en corporation: Charlemagne Pesant, vendeur, de Saint-Vincent-de-Paul, Mark-A. Dubuc, agent minier, et Roger LeSieur, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais et en faire le commerce, sous le nom de "Steel & Graphite Co. Ltd", (No Personal Liability), avec un capital de \$3,000,000. divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé par eux à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le neuf janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

St-Pierre Granite, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-trois janvier 1953, constituant en corporation: Maurice Trudeau, c.r., avocat, de Westmount, Jacques Rousseau, Roger Beaulieu avocats, tous deux de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter une ou des carrières, sous le nom de "St-Pierre Granite, Inc.", avec un capital de \$135,000 divisé en 350 actions ordinaires de \$100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-trois janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

Talon Street Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour de janvier 1953, constituant en corporation: Morris Schwartz, marchand de textiles, Sam Stein, marchand, Alfred Zimmerman, avocat, Boris Berbrier, étudiant en droit, tous de la cité de Montréal, Lillian Lazare, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de "Talon Street Investment Corporation", avec un capital de \$100,000 divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune et 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingtième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1953, incorporating: Charlemagne Pesant, salesman, of Saint-Vincent-de-Paul, Mark A. Dubuc, mining agent, and Roger LeSieur, secretary, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To prospect or explore for mines and mineral and deal with the same, under the name of "Steel & Graphite Co. Ltd.", (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,000,000. divided into 3,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders shall incur no personal liability in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares.

The head office of the company shall be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

St-Pierre Granite, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-third day of January 1953, incorporating: Maurice Trudeau, Q.C., advocate, of Westmount, Jacques Rousseau, Roger Beaulieu, advocates, both of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To own and operate one or several quarries, under the name of "St-Pierre Granite Inc." with a capital stock of \$135,000, divided into 350 common shares of \$100 each and 1,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1953.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

Talon Street Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of January 1953, incorporating: Morris Schwartz, Textile merchant, Sam Stein, marchand, Alfred Zimmerman, advocate, Boris Berbrier, law student, all of the city of Montreal, Lillian Lazare, secretary, fille majeure et usant de ses droits, of Outremont, all of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "Talon Street Investment Corporation", with a capital stock of \$100,000 divided into 250 common shares of \$100 each and 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of January 1953.

L. DÉSILETS,
34323-o Deputy Attorney General.

The Walshaven Home for the Aged

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de janvier 1953, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Earle Walsh, marchand de bois retraité, Murray Raymond Stalker, médecin-chirurgien, Allan Keith English, agent d'assurances, tous trois du village de Ormstown, François Cleyn, manufacturier de textiles, de la ville de Huntingdon, tous du district judiciaire de Beauharnois, William Usherwood Hughes, ingénieur consultant, de la cité de Montréal, David Climie Munroe, éducateur, de Ste-Anne de Bellevue, tous deux du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Procurer un foyer ou institution pour le soin et le soutien des incurables, infirmes, malades et vieillards, sous le nom de "The Walshaven Home for the Aged".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Ormstown, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le douzième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

Triangle Realty Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente janvier 1953, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, avocats, Freda Pomerance, secrétaire, tous de la cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Triangle Realty Corporation", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

Val Pichet Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf février 1953, constituant en corporation: Roger Vézina, avocat, de Sillery, district judiciaire de Québec, Roger Piché, inspecteur du Service National de Placement, de Thetford Mines, district judiciaire d'Arthabaska, Robert Bélisle, marchand, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

S'occuper d'exploitation agricole et forestière, sous le nom de "Val Pichet Inc.", avec un capital de \$3,200, divisé en 320 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val Pichet, Route Rurale N° 1, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général le neuf février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

The Walshaven Home for the Aged

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of January 1953, incorporating without share capital: Robert Earle Walsh, Retired Lumberman, Murray Raymond Stalker, Medical Surgeon, Allan Keith English, Insurance Agent, all three of the village of Ormstown, François Cleyn, Textile Manufacturer, of the Town of Huntingdon, all of judicial district of Beauharnois, William Usherwood Hughes, Consulting engineer, of the city of Montreal, David Climie Munroe, educationalist, of Sainte Anne de Bellevue, both of judicial district of Montreal, for the following purposes:

To provide a home or institution for the care and maintenance of the incurable, the infirm, the sick and the aged, under the name of "The Walshaven Home for the Aged".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the Corporation will be at Ormstown, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January 1953.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

Triangle Realty Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of January, 1953, incorporating: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, advocates, Freda Pomerance, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and constructors, under the name of "Triangle Realty Corporation", with a capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

Val Pichet Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of February 1953, incorporating: Roger Vézina, advocate, of Sillery, judicial district of Quebec, Roger Piché, inspector of the National Employment Service, of Thetford Mines, judicial district of Arthabaska, Robert Bélisle, merchant, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in farming and lumbering, under the name of "Val Pichet Inc.", with a capital stock of \$3,200 divided into 320 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Val Pichet, Rural Route No. 1, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, the ninth day of February 1953.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

W. T. Greer Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de janvier 1953, constituant incorporation: William Thomas Greer, courtier de douanes, Alan J. Greer, commis d'un courtier de douanes, Dorothy Janice Greer, garde-malade, fille majeure, tous du village Rock Island, dans le comté de Stanstead, district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'un courtier de douanes et autres commerces qui en dérivent ou se rapportent à ceux, sous le nom de "W. T. Greer, Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rock Island, dans le comté de Stanstead, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, ce dix-neuvième jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

W. T. Greer Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the nineteenth day of January 1953, incorporating: William Thomas Greer, custom broker, Alan J. Greer, custom broker clerk, Dorothy Janice Greer, nurse, spinster of the full age of majority, all of the village of Rock Island, in the county of Stanstead, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

Custom brokerage and other business deriving therefrom or pertaining thereto, under the name of "W. T. Greer Ltd", with a capital stock of \$10,000 divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Rock Island, in the county of Stanstead, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of January 1953.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

Yeates-Denyar Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. La-Richelière, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt-quatrième jour de décembre 1952, constituant en corporation: Donald Newton Byers, Errol Klock McDougall, Walter Austin Johnson, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires qui consistent à manufacturer et faire le commerce de machinerie et outillage, sous le nom de "Yeates-Denyar Company Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-quatrième jour de décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

Yeates-Denyar Company Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. La-Richelière, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-fourth day of December 1952, incorporating: Donald Newton Byers, Errol Klock McDougall, Walter Austin Johnson, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and dealing in machinery and equipment, under the name of "Yeates-Denyar Company Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of December 1952.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

ERRATUM

Re: Le Comité des Chemins d'Hiver du Grand Rang de Saint-Tite.

Avis est donné que l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, tome 85, N° 8, du 21 février 1953, à la page 615, concernant l'octroi de lettres patentes constituant en corporation le Comité ci-haut mentionné, est corrigé de la façon suivante: au lieu des mots "en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec", apparaissant au début dudit avis, il faut lire: "en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec...".

Daté du bureau du Procureur général le 27 février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328-x L. DÉSILETS.

ERRATUM

Re: Le Comité des Chemins d'Hiver du Grand Rang de Saint-Tite.

Notice is given that in the notice published in the *Quebec Official Gazette*, Volume 85, No. 8, dated February 21, 1953, page 615, concerning the granting of letters patent to incorporate the abovementioned "Comité", the following correction is made: instead to the words "under Part I of the Quebec Companies' Act", appearing at the beginning of the said notice, one should read: "under Part III of the Quebec Companies' Act...".

Dated at the office of the Attorney General, February 27, 1953.

L. DÉSILETS,
34328-x Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Ace Holdings Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de décembre 1952, à la compagnie "Ace Holdings Corporation", augmentant son capital-actions: le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le 30e jour de décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

Agri-Tech Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31 décembre 1952, changeant le nom de la compagnie "Outillage Agricole et Technique Incorporé", constituée en corporation par lettres patentes en date du 2 octobre 1946, en celui de "Agri-Tech Inc."

Daté du bureau du Procureur général le 31 décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

Albert Barré Automobiles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20 janvier 1953, changeant le nom de la compagnie "Lachine Automobile Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 février 1947, en celui de "Albert Barré Automobiles Ltée".

Daté du bureau du Procureur général le 20 janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

Barbeau & Robert Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28 janvier 1953, à la compagnie "Barbeau, Bédard & Robert Limitée", constituée en corporation par lettres patentes du 10 septembre 1952, a) changeant son nom en celui de "Barbeau & Robert Inc."; b) créant et émettant 200 actions communes de \$100 de son capital-actions sous forme de 200 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le 28 janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

Beaudet & Cie, Ltée
(Beaudet & Co. Ltd.)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

Ace Holdings Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Ace Holdings Corporation", increasing its capital: the additional capital stock being divided into 500 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, the 30th day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

Agri-Tech Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the 31st day of December, 1952, changing the name of the company "Outillage Agricole et Technique Incorporé", incorporated by letters patent under date of October 2nd, 1946, into that of "Agri-Tech Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this 31st day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

Albert Barré Automobiles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date January 20th, 1953, changing the name of the company "Lachine Automobile Limitée", incorporated by letters patent bearing date February 24, 1947, into that of "Albert Barré Automobiles Ltée".

Dated at the office of the Attorney General, this 20th day of January, 1953.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

Barbeau & Robert Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-eighth day of January, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Barbeau, Bédard & Robert Limitée", incorporated by letters patent dated September 10, 1952, a) changing its name to that of "Barbeau & Robert Inc."; b) creating and issuing 200 common shares of \$100 of its capital stock as 200 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of January, 1953.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

Beaudet & Cie, Ltée
(Beaudet & Co. Ltd.)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-

province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 janvier 1953, confirmant un compromis ou arrangement entre la compagnie "Beaudet & Cie, Ltée (Beaudet & Co. Ltd.)" et ses actionnaires, sanctionné le 14 janvier 1953, par l'honorable Léon Casgrain, juge de la Cour supérieure siégeant dans et pour le district de Rimouski, en augmentant le capital-actions de la compagnie de \$200,000 à \$250,000: le nouveau capital étant divisé en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 23 février 1953.

Le Sous-secrétaire de la province,
34328-o JEAN BRUCHÉSI.

Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of January 1953, confirming a compromise or agreement between the Company "Beaudet & Cie, Ltée (Beaudet & Co. Ltd.)" and its shareholders, sanctioned January fourteenth, 1953, by the Honourable Leon Casgrain, Judge of the Superior Court sitting in and for the district of Rimouski, increasing the share capital of the Company from \$200,000 to \$250,000: the new capital being divided into 500 preferred shares of \$100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, February 23, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
34328 Under Secretary of the Province.

Blue Realty Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 12 janvier 1953, à la compagnie "Blue Realty Company Limited", diminuant son capital-actions par l'annulation de 4,370 actions sans valeur nominale ou au pair, et fixant à la somme de \$59,465 le montant avec lequel la compagnie exercera dorénavant ses opérations.

Daté du bureau du Procureur général, le 12 janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

Blue Realty Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of January, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Blue Realty Company Limited", reducing its capital stock by the cancellation of 4,370 shares without nominal or par value, and fixing at the sum of \$59,465 the amount with which the company shall thenceforth carry on its operations.

Dated at the office of the Attorney General, the 12th day of January, 1953.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

Broadway Amusements Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 14 janvier 1953, à la compagnie "Bowen Realities Inc.", constituée en corporation par lettres patentes datées du 5 mai 1952, a) étendant ses pouvoirs à ceux indiqués dans son règlement "A"; b) augmentant le nombre de ses directeurs de trois à quatre; c) changeant son nom en celui de "Broadway Amusements Inc."; d) créant et émettant 990 actions ordinaires de \$10 chacune de son capital-actions comme 990 actions privilégiées de \$10.

Daté du bureau du Procureur général, le 14 janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

Broadway Amusements Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of January, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Bowen Realities Inc.", incorporated by letters patent dated May 5, 1952, a) extending its powers to those set forth in its By-law "A"; b) increasing the number of its directors from three to four; c) changing its name to that of "Broadway Amusements Inc."; d) creating and issuing 990 common shares of \$10 each of the capital stock thereof as 990 preferred shares of \$10.

Dated at the office of the Attorney General the 14th day of January, 1953.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

Charles E. Frost & Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 31 janvier 1953, à la compagnie "Charles E. Frost & Co.", a) subdivisant les 8,000 actions de \$25 de son capital autorisé en 200,000 actions de \$1; b) augmentant ce capital autorisé de \$200,000 à \$1,700,000; le capital-actions additionnel étant divisé en \$150,000 actions privilégiées de \$10.

Daté du bureau du Procureur général, le 31 janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

Charles E. Frost & Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of January, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Charles E. Frost & Co", a) subdividing the 8,000 shares of \$25 of its authorized capital into 200,000 shares of \$1; b) increasing such authorized capital from \$200,000 to \$1,700,000: the additional capital stock being divided into 150,000 preferred shares of \$10.

Dated at the office of the Attorney General the 31st day of January, 1953.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

Charm Hats Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de janvier 1953, changeant le nom de la compagnie "Babros Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 juillet 1944 en celui de "Charm Hats Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 20e jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

Charm Hats Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of January, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Babros Inc.", incorporated by letters patent dated July 24th, 1944, to that of "Charm Hats Inc."

Dated at the office of the Attorney General the 20th day of January, 1953.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

Couillard Automobiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5 février 1953, changeant le nom de la compagnie "Coaticook Automobiles Inc.", constituée en corporation par lettres patentes du 8 novembre 1952, en celui de "Couillard Automobiles Inc."

Daté du bureau du Procureur général le 5 février 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

Couillard Automobiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent bearing date the fifth day of February 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Coaticook Automobiles Inc." incorporated by letters patent dated November 8, 1952, to that of "Couillard Automobiles Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of February, 1953.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

Floriculture La Haye Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22 janvier 1953, à la compagnie "Floriculture La Haye Ltée", augmentant son capital de \$125,000 à \$175,000: le nouveau capital étant divisé en 500 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général le 22 janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

Floriculture La Haye Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary letters patent, bearing date the twenty-second day of January, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Floriculture La Haye Ltée", increasing its capital stock from \$125,000 to \$175,000, the new capital being divided into 500 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of January, 1953.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

Frank Struser Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de décembre 1952, à la compagnie "Frank Struser Company", augmentant son capital de \$20,000 à \$60,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 30e jour de décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

Frank Struser Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of December, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Frank Struser Company", increasing its capital from \$20,000 to \$60,000: the additional capital stock being divided into 400 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 30th day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

George Courey & Sons Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 23 décembre 1952, à

George Courey & Sons Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the

la compagnie "George Courey & Sons Limited", augmentant son capital-actions de \$200,000 à \$300,000: le nouveau capital étant divisé en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

Handy Andy Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 31 décembre 1952, à la compagnie "Handy Andy (Quebec) Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 mai 1937, 1°) diminuant son capital-actions de \$20,000 à \$10,000 par l'annulation de 1,000 actions ordinaires non émises de \$10 chacune; 2°) augmentant ledit capital actions de \$10,000 à \$250,000: le nouveau capital étant divisé en 24,000 actions privilégiées de \$10 chacune; 3°) changeant le nom de la compagnie en celui de "Handy Andy Company".

Daté du bureau du Procureur général, le 31 décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

La Compagnie des Produits Jito Limitée The Jito Products Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 janvier 1953, à "La Compagnie des Produits Jito Limitée — The Jito products Company Limited", augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$80,000: le capital-actions additionnel étant divisé en 600 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général le 12 janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

Mead & Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 29^e jour de janvier 1953 à la compagnie "Mead & Company Limited", diminuant son capital de \$91,500 à \$52,400 par l'annulation de toutes ses 165 actions privilégiées de \$100 chacune et 226 actions ordinaires de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 29^e jour de janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

Metal & Ore Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 12 décembre 1952, à la compagnie "Metal & Ore Company

company "George Courey & Sons Limited", increasing its capital stock from \$200,000 to \$300,000: the new capital being divided into 1,000 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 23rd day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

Handy Andy Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of December, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Handy Andy (Quebec) Inc.", incorporated by letters patent dated May 27, 1937, 1.) reducing its capital stock from \$20,000 to \$10,000 by the cancellation of 1,000 unissued common shares of \$10 each; 2.) increasing the said capital stock from \$10,000 to \$250,000: the new capital being divided into 24,000 preferred shares of \$10 each; 3.) changing the name of the company to that of "Handy Andy Company".

Dated at the office of the Attorney General, the 31st day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

La Compagnie des Produits Jito Limitée The Jito Products Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated January twelfth 1953, to "La Compagnie des Produits Jito Limitée — The Jito Products Company Limited", increasing its share capital from \$20,000 to \$80,000: the additional share capital being divided into 600 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, January 12, 1953.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

Mead & Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of January, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Mead & Company Limited", reducing its capital from \$91,500 to \$52,400 by the cancellation of all its 165 preferred shares of \$100 each and 226 common shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General the 29th day of January, 1953.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

Metal & Ore Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of December, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Metal & Ore Company

Ltd.", augmentant son capital-actions de \$40,000 à \$100,000: le nouveau capital étant divisé en 100 actions ordinaires additionnels de \$100 chacune et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 12 décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

Montroy Investment Company, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 13 janvier 1953, à la compagnie "Montroy Investment Company, Limited", augmentant son capital-action de \$1,000,000 à \$1,140,000: le nouveau capital étant divisé en 140,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 13 janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

Philip Polonsky Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 5 janvier 1953, à la compagnie "Philip Polonsky Incorporated", augmentant son capital-actions de \$75,000 à \$125,000: le nouveau capital étant divisé en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 5 janvier 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

Regional Asphalte, Limitée Regional Asphalt, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22 décembre 1952, à la compagnie "Regional Asphalte, Limitée"—"Regional Asphalt, Limited", 1° réduisant son capital-actions de \$520,000 à \$510,000: le capital-actions annulé étant divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune; 2° créant et émettant 100 actions ordinaires de \$100 de son capital autorisé sous forme de 100 actions "Classe A" de \$100; 3° augmentant son capital-actions: le capital-actions additionnel étant divisé en 5 actions "Classe B" sans valeur au pair; 4° changeant la dénomination des 5,000 actions privilégiées de \$100 par 5,000 actions "Classe C" de \$100.

Daté du bureau du Procureur général le 22 décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

Reinforced Concrete Designs Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Ltd.", increasing its capital stock from \$40,000 to \$100,000: the new capital being divided into 100 additional common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General the 12th day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

Montroy Investment Company, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of January, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Montroy Investment Company Limited", increasing its capital stock from \$1,000,000 to \$1,140,000: the new capital being divided into 140,000 preferred shares of \$1 each.

Dated at the office of the Attorney General the 13th day of January, 1953.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

Philip Polonsky Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of January, 1953, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, to the company "Philip Polonsky Incorporated", increasing its capital stock from \$75,000 to \$125,000: the new capital being divided into 500 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 5th day of January, 1953.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

Regional Asphalte, Limitée Regional Asphalt, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date December 22nd, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Regional Asphalte, Limitée—Regional Asphalt, Limited", 1. decreasing its capital stock from \$520,000 to \$510,000: the cancelled capital stock being divided into 100 common shares of \$100 each; 2. creating and issuing 100 common shares of \$100 of its authorized capital in the form of 100 "Class A" shares of \$100; 3. increasing its capital stock: the additional capital stock being divided into 5 "Class B" shares of no par value; 4. changing the denomination of the 5,000 preferred \$100 shares by 5,000 "Class C" shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, the 22nd day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

Reinforced Concrete Designs Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2, de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 30e jour de décembre 1952, à la compagnie "Reinforced Concrete Designs Inc.", augmentant son capital-actions de 500 actions privilégiées de \$10 chacune et 50 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et fixant à \$8,250 le montant avec lequel la compagnie exercera dorénavant ses opérations.

Daté du bureau du Procureur général, le 30e jour de décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

Victory Thread & Novelty Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour de décembre 1952 à la compagnie "Victory Thread & Novelty Co. Inc.", augmentant son capital-actions de \$20,000 à \$100,000, le nouveau capital étant divisé en 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 24e jour de décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

Wonder Berets & Hats Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. C. LaRichelière, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 24 décembre 1952, à la compagnie "Wonder Berets & Hats Limited", augmentant son capital de \$20,000 à \$60,000: le nouveau capital étant divisé en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 24 décembre 1952.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 195

Québec, le 25 février 1953.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

CONCERNANT certains actes administratifs du
Département de la Chasse et des Pêcheries.

CONCERNANT LE PARC DE LA VÉRENDRYE

ATTENDU QUE le Parc de la Vérendrye de par sa situation, constitue un lieu de récréation pour une immense population tant de Montréal et des environs que du nord-ouest de la province;

ATTENDU QU'il y aurait lieu d'agrandir ce Parc de façon à y inclure un territoire suffisant pour satisfaire aux besoins de cette population:

patent, bearing date the 30th day of December, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Reinforced Concrete Designs Inc.", increasing its capital stock by 500 preferred shares of \$10 each and 50 common shares without nominal or par value, and fixing at \$8,250 the amount with which the company shall thenceforth carry on its operations.

Dated at the office of the Attorney General, the 30th day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

Victory Thread & Novelty Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of December, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Victory Thread & Novelty Co. Inc.", increasing its capital stock from \$20,000 to \$100,000 the new capital being divided into 800 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General the 24th day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

Wonder Berets & Hats Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of December, 1952, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. C. LaRichelière, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Wonder Berets & Hats Limited", increasing its capital from \$20,000 to \$60,000: the new capital being divided into 400 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, the 24th day of December, 1952.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

Order in Council

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 195

Quebec, February 25, 1953.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain administrative agreements
of the Department of Game and Fisheries.

CONCERNING DE LA VÉRENDRYE PARK

WHEREAS de la Vérendrye Park, owing to its site, constitutes a certain center of recreation for a large population of Montreal and its surroundings, as well as that of the north-western part of the Province;

WHEREAS it is expedient to enlarge this Park in order to include sufficient territory, to meet the requirements of this population;

ATTENDU QUE les sources de la Rivière Ottawa constituent un excellent territoire de pêche.

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts révisés de Québec 1941,

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

QUE tout le territoire situé entre le Méridien 78° 00' à l'Ouest et la présente limite ouest du Parc de la Vérendrye à l'Est, la ligne extérieure sud des cantons de Jourdain et de Péliissier au Nord et la Parallèle de latitude 57° 00' au Sud, soit inclus dans le Parc de la Vérendrye, sujet aux lois et aux règlements dudit Parc;

QUE l'arrêté ministériel N° 517, en date du 3 mai 1950, soit modifié en conséquence.

CONCERNANT UN AMENDEMENT AUX RÈGLEMENTS RELATIFS AU PARC DE LA VÉRENDRYE

ATTENDU QUE le transport des menés vivants constitue un danger d'introduction d'espèces de poissons indésirables dans le Parc de la Vérendrye;

ATTENDU QUE l'usage de gaffe à ressort pour capturer les poissons une fois qu'ils sont accrochés à l'hameçon, porte à certains abus.

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts révisés de Québec 1941,

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

QU'à l'arrêté ministériel N° 1066, en date du 2 mai 1941, concernant certains règlements relatifs à la Réserve de pêche de la route Mont-Laurier — Senneterre dont le nom fut plus tard changé en celui de Parc de la Vérendrye, il soit ajouté deux paragraphes, 19° et 20°, qui se lisent comme suit:

19° Personne ne doit transporter de l'extérieur à l'intérieur du Parc des petits poissons ou menés, vivants, que ce soit pour fins de pêche ou autres.

20° Personne ne doit se servir de gaffe à ressort, dans les limites du Parc.

CONCERNANT LA MARTE

ATTENDU QUE la population de la marte dans les limites de la Réserve à castors du Grand Lac Victoria a augmenté de façon à ce qu'il soit justifiable d'en trapper un certain nombre;

VU l'article 65 du chapitre 153 des Statuts révisés de Québec 1941,

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre de la Chasse et des Pêcheries:

QU'il soit permis de tuer ou capturer la marte dans la Réserve à castors du Grand Lac Victoria, entre le premier novembre 1952 (1er novembre 1952) et le dernier jour de février 1953 (28 février 1953) inclusivement, sujet aux règlements contenus dans la partie de l'arrêté ministériel No. 1068, en date du 15 octobre 1952, concernant la marte;

QUE ladite partie dudit arrêté ministériel soit modifiée en conséquence.

C. LARICHELIERE,

34346-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

WHEREAS the sources of the Ottawa River are considered an excellent territory for fishing.

IN VIEW of section 65, chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941.

THEREFORE, it is ordained, that upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT all the territory situated between Meridian 78° 00' on the west, and the actual west limit of de la Vérendrye Park, on the east, and the southern outside line of the townships of Jourdain and Péliissier on the north, and the Parallel of Latitude 47° 00' to the south, be included in the de la Vérendrye Park, subject to the laws and regulations of the said Park;

THAT Order in Council No. 517, dated May 3rd, 1950 be amended accordingly.

CONCERNING AN AMENDMENT TO THE REGULATIONS RESPECTING DE LA VÉRENDRYE PARK

WHEREAS the transportation of live minnows constitutes a danger of bringing undesirable species of fish into the de la Vérendrye Park;

WHEREAS the use of gaffs to capture fish once they have been hooked, may cause certain abuses.

IN VIEW of section 65, chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec 1941;

THEREFORE, it is ordained, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT, to Order in Council No. 1066, dated May 2, 1941, concerning certain regulations respecting the Fishing Reserve of the Mont-Laurier-Senneterre Highway, which name was later, changed to that of de la Vérendrye Park, be added two paragraphs, 19 and 20 which read as follows:

19. No person shall have the right to bring into the Park, small fish or minnows, whether for fishing or other purposes:

20. No person shall make use of a gaff-hook within the Park limits.

CONCERNING MARTEN

WHEREAS the population of marten within the limits of the Grand Lac Victoria Beaver Reserve has increased to such an extent that it is justifiable to trap a certain number;

IN VIEW of section 65, chapter 153, of the Revised Statutes of Quebec, 1941,

THEREFORE, it is ordained that upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT permission be granted to kill or trap marten in the Beaver Reserve of Grand Lac Victoria, between the first of November 1952 (November 1st, 1952) and the last day of February 1953 (February 28, 1953) inclusive, subject to the regulations contained in the part of Order in Council No. 1068, dated October 15, 1952, concerning marten.

THAT the said part of the said Order in Council be amended accordingly.

C. LARICHELIERE,

34346 Acting Clerk of the Executive Council.

Action en séparation de biens

Action for separation as to property

AVIS

District de Terrebonne, Cour Supérieure, N° 22253. Dame Gertrude Lemay, domiciliée et résidant en la paroisse de St-Hyppolyte dans le district de Terrebonne, épouse commune en biens de Roger Gingras, journalier du même lieu, a formé contre son époux une demande en séparation de biens.

Saint-Jérôme, ce 3 mars, 1953.

Les Procureurs de la demanderesse,
Signé: de MARTIGNY & MARCHESSAULT,
34351-o

NOTICE

District of Terrebonne, Superior Court, No. 22253. Dame Gertrude Lemay, domiciled and residing in the parish of St-Hyppolyte in the district of Terrebonne, wife common as to property of Roger Gingras, laborer of the same place, has instituted against her husband an action in separation as to property.

Saint-Jérôme, March 3, 1953.

(Signed) de MARTIGNY & MARCHESSAULT,
Attorneys for Plaintiff.
34351

Avis divers

Miscellaneous Notices

LACHUTE BAPTIST CHURCH

Avis est par les présentes donné que "Lachute Baptist Church", demandera son incorporation en vertu de la Loi sur l'Incorporation des Églises, S.R.Q., 1941, chapitre 311.

Les Notaires,
34265-8-4-o VALOIS & VALOIS.

LACHUTE BAPTIST CHURCH

Notice is hereby given that "Lachute Baptist Church" will apply for incorporation in accordance with the Church Incorporation Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chap. 311.

34265-8-4-o VALOIS & VALOIS,
Notaries.

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis est donné que "The Evangel Pentecostal Church", de Montréal, Québec, présentera une requête au Lieutenant-gouverneur en Conseil de la province de Québec pour obtenir sa constitution en corporation en vertu de la Loi de la constitution de certaines Églises, chapitre 311 des statuts refondus de la province de Québec et amendements.

Montréal, 25 février 1953.

Les Procureurs de la requérante,
CERINI & JAMIESON,
231 ouest rue St-Jacques,
34321-9-4 Montréal, Qué.

Notice is hereby given that The Evangel Pentecostal Church, of Montreal, Quebec, will present a Petition to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, Chapter 311 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, and Amendments.

Montreal, February 25th, 1953.

CERINI & JAMIESON,
Solicitors for Petitioner,
231 St. James Street West,
34321-9-4-o Montreal, Que.

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Institutrices de la Cité de Rivière-du-Loup", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le douze février 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Rivière-du-Loup, dans le comté de Rivière-du-Loup.

Le Sous-secrétaire de la province,
34330-o JEAN BRUCHÉSI.

The formation of an association under the name of "Association des Institutrices de la Cité de Rivière-du-Loup", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on February twelfth, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup.

34330 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

FEDERATION REALTIES LIMITED

FEDERATION REALTIES LIMITED

Règlement N° 40

By-law No. 40

1° Le nombre des directeurs est, par les présentes, augmenté de trois à sept.

2° Le règlement N° 3 est amendé en rayant le mot "trois" et en y substituant le mot "sept".

Je, le soussigné, secrétaire de "Federation Realities Limited", certifie, par les présentes, que le règlement N° 40 ci-dessus a été décrété à

1. The number of Directors is hereby increased from three to seven.

2. By-law No. 3 is amended by deleting the word "three" and substituting the word "seven".

I, the undersigned, Secretary of "Federation Realities Limited", do hereby certify that the above By-law No. 40 was enacted at a meeting

une assemblée des directeurs de la compagnie tenue le 31e jour d'octobre 1952, et approuvé par au moins les deux tiers en valeur des actions représentées à une assemblée des actionnaires de la compagnie tenue le 31e jour d'octobre 1952.

(Seal)
34331

Le Secrétaire-trésorier,
T. J. RAPPELL.

of the Directors of the Company held on the 31st, day of October 1952 and approved by at least two-thirds in value of the shares represented at a meeting of the shareholders of the Company held on the 31st, day of October 1952.

(Seal)
34331-o

T. J. RAPPELL,
Secretary-Treasurer.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a autorisé, le vingt février 1953, le changement de nom de "L'Association des Employeurs dans la Construction dans le Comté de Terrebonne" en celui de "L'Association des Employeurs en Construction des Comtés de Terrebonne et Labelle", et ce, conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 20 février 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
34332-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable Provincial Secretary has authorized on February 20, 1953, the change of name of "L'Association des Employeurs dans la Construction dans le Comté de Terrebonne" into that of "L'Association des Employeurs en Construction des Comtés de Terrebonne et Labelle", and such in accordance with the provisions of sections 7, and following of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Given at the office of the Provincial Secretary, February twentieth, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
34332-o Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de Robertsonville", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le vingt et un février 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Robertsonville, comté de Mégantic.

Le Sous-secrétaire de la Province,
34333-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Robertsonville," for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary, on the twenty-first day of February, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Robertsonville, county of Magantic.

JEAN BRUCHÉSI,
34333 Under Secretary of the Province.

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le texte d'une résolution changeant le nom de "Telephone Workers Credit Union of Montreal and Vicinity" en celui de "Quebec Telephone Workers Credit Union", laquelle résolution a été adoptée à une assemblée générale spéciale de ladite société, tenue le 11 novembre 1952, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province ce dix-sept février 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
34334-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary duly received the text of a resolution changing the name of the "Telephone Workers Credit Union of Montreal and Vicinity" into that of "Quebec Telephone Workers Credit Union", which resolution was adopted at a special general meeting of the said association, held on November 11, 1952, and that this document was deposited in the archives of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of February, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
34334 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif d'Habitation des Syndicats Catholiques des Trois-Rivières", en date du 5 février 1953, dont le siège social est situé aux Trois-Rivières, dans le district judiciaire des Trois-Rivières, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 20 février 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
34335-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif d'Habitation des Syndicats Catholiques des Trois-Rivières" under date the 5th day of February 1953 whereof the head office is at Trois-Rivières, in the judicial district of Trois-Rivières and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this February 20, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
34335 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National Catholique de la Construction (Corps Licencié Provincial) Section Plombiers et Electriciens", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le vingt-trois février 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Jean, Qué., district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la Province,
34336-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 20 février 1953, les modifications apportées aux règlements du "Collège Marie de France", telles qu'adoptées à l'assemblée générale annuelle tenue le 7 novembre 1952, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 21 février 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
34340-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif Agricole de Normandin", en date du 19 octobre 1952, dont le siège social est situé à Normandin, comté de Roberval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 18 février 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
34341-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, en date du 25 février 1953, les amendements aux règlements Nos 20, 20a et 20b de "Atlantic Salmon Association", tels qu'adoptés à l'assemblée annuelle tenue le 16 février 1953, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 25e jour de février 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
34342 JEAN BRUCHÉSI.

CASGRAIN & COMPAGNIE LIMITÉE
CASGRAIN & COMPANY LIMITED

Règlement numéro 5

"Attendu qu'il est opportun et nécessaire dans l'intérêt d'une meilleure administration de la compagnie que l'on augmente le nombre de ses directeurs de 3 à 4.

Qu'il soit décrété et il est maintenant décrété comme règlement numéro 5 de "Casgrain & Compagnie Limitée" — "Casgrain & Company Limited", amendant le règlement numéro 1 des règlements généraux de la compagnie.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat National Catholique de la Construction (Corps Licencié Provincial) Section Plombiers et Electriciens" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on February twenty-third, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint John, Quebec, judicial district of Iberville.

JEAN BRUCHÉSI,
34336 Under Secretary of the Province.

Notice is given that, upon recommendation by the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, under date of February 20, 1953, approved the amendments made to the By-laws of the "Collège Marie de France", as adopted at the annual general meeting held November 7th, 1952, and such in accordance with Section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, February 21, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
34340 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif Agricole de Normandin", under date of October 19, 1952, day of whereof the head office is at Normandin, county of Roberval and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, February 18, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
34341 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the amendments to By-Laws Nos. 20, 20a and 20b of "Atlantic Salmon Association", as adopted at the annual meeting held on February 16th, 1953, were approved on February 25, 1953, by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act, (R.S.Q., 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
34342-o Under Secretary of the Province.

CASGRAIN & COMPAGNIE LIMITÉE
CASGRAIN & COMPANY LIMITED

By-Law No. 5

Whereas it is expedient and necessary, in the interest of a better administration of the company that the number of its directors be increased from 3 to 4.

Be it is enacted, and it is hereby enacted as By-law No. 5 of "Casgrain & Compagnie Limitée" — "Casgrain & Company Limited", amending By-law No. 1 of the general by-laws of the company.

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de trois directeurs à quatre directeurs, le tout conformément à l'article 84, du chapitre 276 des Statuts Refondus de la province de Québec, Loi des Compagnies.

2° Que les directeurs et officiers de la compagnie soient et ils sont par les présentes autorisés à signer tous actes et documents nécessaires à l'exécution des présentes.

Certifié vraie copie, 23 janvier 1953.

34343-o Le Secrétaire,
JACQUES-R. NADEAU.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Travailleurs en Matériaux de Construction de Montréal", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le deux mars 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal-Est, dans le district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34347-o LUCIEN DARVEAU.

E. T. CUTTS LIMITED

Règlement N° X

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "E. T. Cutts Limited" ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois (3) à sept (7) de manière à ce que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de sept (7) directeurs;

2° Trois (3) directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction;

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés pour donner effet à ce règlement.

Decrété ce quatorzième jour de janvier 1953.

Ce règlement a été approuvé, sanctionné et confirmé par tous les actionnaires présents et représentant en valeur toutes les actions actuellement émises entièrement acquittées et non imposables de la compagnie.

Le Président,
RALPH B. PAYNE.

34348 Le Secrétaire,
W. S. MUNRO.

Avis est donné par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif de Producteurs de Patates de Saint-David", en date du 8 février 1953, dont le siège social est situé à Saint-David de Falardeau, comté de Chicoutimi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 17 février 1953.

34349-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

1. That the number of Directors of the company be increased from 3 directors to 4 directors, the whole pursuant to section 84 of chapter 276 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, the Companies' Act.

2. That the directors and officers of the company be and they are hereby authorized to sign all deeds and documents required for the carrying out of these presents.

Certified true copy, January 23, 1953.

34343 JACQUES-R. NADEAU,
Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Travailleurs en Matériaux de Construction de Montréal" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interest of its members has been authorized by the Provincial Secretary on March second 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal-East, in the judicial district of Montreal.

LUCIEN DARVEAU,
34347 Acting Under Secretary of the Province.

E. T. CUTTS LIMITED

By-Law No. X

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "E. T. Cutts Limited" as follows:

1. The number of Directors of the Company be and the same is hereby increased from three (3) to seven (7) so that the Board of Directors of the Company shall hereafter be composed of seven (7) directors;

2. Three (3) Directors shall constitute a quorum at any Meeting of the Board of Directors;

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the Company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Enacted this fourteenth day of January, 1953.

This by-law has been approved, sanctioned and confirmed by all the Shareholders present and representing in value all the shares actually issued fully paid and non-assessable of the Company.

RALPH B. PAYNE,
President.

34348-o W. S. MUNRO,
Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif de Producteurs de Patates de Saint-David", under date the eight day of February 1953 whereof the head office is at Saint-David de Falardeau, county of Chicoutimi, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this February 17, 1953.

34349 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Québec, 26 février 1953.

Quebec, 26th of February, 1953.

Aujourd'hui, à six heures de l'après-midi, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette Chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

This day, at six o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

- | | |
|---|--|
| 41 Loi modifiant la Loi des mines de Québec. | 41 An Act to amend the Quebec Mining Act. |
| 42 Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif. | 42 An Act to amend the Legislature Act and the Executive Power Act. |
| 43 Loi modifiant la Loi des compagnies de Québec. | 43 An Act to amend the Quebec Companies Act. |
| 46 Loi modifiant la Loi du barreau. | 46 An Act to amend the Bar Act. |
| 47 Loi modifiant la Loi des cités et villes. | 47 An Act to amend the Cities and Towns Act. |
| 48 Loi modifiant le Code municipal. | 48 An Act to amend the Municipal Code. |
| 49 Loi modifiant la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations. | 49 An Act to amend the Special Corporate Powers Act. |
| 50 Loi concernant la corporation "Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci". | 50 An Act respecting the corporation "Oeuvres de Notre-Dame-de-la-Merci". |
| 51 Loi concernant le Grand Séminaire et le Petit Séminaire de Saint-Charles-Borromée de Sherbrooke. | 51 An Act respecting the "Grand Séminaire et le Petit Séminaire de Saint Charles Borromée de Sherbrooke". |
| 52 Loi modifiant l'article 294a du Code de procédure civile. | 52 An Act to amend article 294a of the Code of Civil Procedure. |
| 53 Loi concernant la ville de Victoriaville. | 53 An Act respecting the town of Victoriaville. |
| 54 Loi concernant la cité de Montréal et la Commission métropolitaine de Montréal. | 54 An Act respecting the city of Montreal and the Montreal Metropolitan Commission. |
| 55 Loi concernant le ministère des finances. | 55 An Act respecting the Department of Finance. |
| 56 Loi concernant certains appels. | 56 An Act respecting certain appeals. |
| 57 Loi modifiant l'article 98 de la Loi des compagnies de Québec. | 57 An Act to amend section 98 of the Quebec Companies Act. |
| 58 Loi autorisant le gouvernement de la province à venir en aide aux sinistrés de Belgique, de Hollande et des Iles Britanniques. | 58 An Act to authorize the Government of the Province to assist the flood victims of Belgium, Holland and the British Isles. |
| 59 Loi modifiant l'article 32 de la Loi de l'électrification rurale. | 59 An Act to amend section 32 of the Rural Electrification Act. |
| 60 Loi pour assurer aux pêcheurs de plus grandes facilités de crédit. | 60 An Act to ensure greater credit facilities to fishermen. |
| 61 Loi modifiant la Loi de la chasse. | 61 An Act to amend Game Laws. |
| 62 Loi concernant les droits sur les successions. | 62 An Act respecting the succession duties. |
| 137 Loi modifiant la charte de la cité de Québec. | 137 An Act to amend the charter of the city of Quebec. |
| 146 Loi modifiant la Loi constituant La Corporation générale des instituteurs et institu- | 146 An Act to amend the Act to incorporate "La Corporation générale des instituteurs et |

trices catholiques de la province de Québec.

institutrices catholiques de la province de Québec".

152 Loi concernant la ville de Saint-Joseph d'Alma et la ville de Riverbend.

152 An Act respecting the town of St. Joseph d'Alma and the town of Riverbend.

207 Loi constituant en corporation "L'Eglise Syrienne Orthodoxe Apostolique d'Antioche".

207 An Act to incorporate "The Syrian Orthodox Apostolic Church of Antioche".

226 Loi concernant la profession de notaire.

226 An Act respecting the notarial profession.

227 Loi modifiant la Loi de pharmacie de Québec.

227 An Act to amend the Quebec Pharmacy Act.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council, in the following words:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."

40 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1954, et pour d'autres fins.

40 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the financial year ending on the 31st of March, 1954, and for other purposes

A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

To this bill the Royal assent was signified in the following words:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.""In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor thanks Her loyal subjects, accepts their *benevolence* and assents to this bill."

34328-o

34328-o

*Honorable Messieurs
du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,*

*Honourable Gentlemen
of the Legislative Council,
Gentlemen of the Legislative Assembly,*

Aujourd'hui se termine la première session de la vingt-quatrième Législature.

The First Session of the Twenty-Fourth Legislature is closing to-day.

La législation abondante et bienfaisante, adoptée par les membres de la Législature, manifeste, une fois de plus, le désir sincère de mon gouvernement que nos lois soient parfaitement adaptées à nos saines traditions religieuses et nationales et qu'elles correspondent au progrès et à la prospérité durables de notre province.

The numerous and beneficial laws adopted by the members of the Legislature demonstrate once more the sincere desire of my Government that our legislation should be perfectly adapted to our sound religious and national traditions and that it should promote the progress and the enduring prosperity of Our Province.

*Messieurs de l'Assemblée législative,**Gentlemen of the Legislative Assembly,*

Je vous remercie d'avoir autorisé les crédits nécessaires à l'administration de la province.

I thank you for having voted the credits necessary for the provincial administration.

*Honorable Messieurs
du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,*

*Honourable Gentlemen
of the Legislative Council,
Gentlemen of the Legislative Assembly,*

En prorogeant la Législature, je demande au bon Dieu de répandre Ses bénédictions sur notre chère province et d'assurer à l'univers une paix juste et durable, fondée sur les principes éternels de l'Évangile.

In proroguing the Legislature I pray Almighty God to bestow His blessings on our dear Province and to ensure to the whole world a just and lasting peace founded on the eternal principles of the Gospel.

34328-o

34328-o

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a approuvé, le 4 mars 1953, le règlement N° 1 de "L'Hôpital Comtois, Inc.", tel qu'adopté à l'assemblée tenue le 6 avril 1952, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225a de la Loi des compagnies de Québec.

Notice is hereby given that, upon recommendation by the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, under date of March 4, 1953, approved by-law No. 1 of the "Hôpital Comtois, Inc.", as adopted at the meeting held on April 6, 1952, and such, pursuant to the provisions of section 225a of the Quebec Companies' Act (R.S.Q. 1941, chapter 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 4 mars 1953.

Given at the office of the Provincial Secretary, March 4, 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,
34364-o LUCIEN DARVEAU.

LUCIEN DARVEAU,
34364 Acting Under Secretary of the Province.

GULF POWER COMPANY

Loi du régime des eaux courantes Statuts
refondus 1941, chapitre 98

Avis de la demande du dépôt
des plan et devis

Avis public est, par les présentes, donné, conformément aux articles 8 et 60 de la Loi du régime des eaux courantes, que "Gulf Power Company", de la cité de Québec, dans le comté de Québec, se propose de demander l'autorisation de faire construire un barrage de forces hydrauliques sur les eaux bordées par le bloc "M" dans le canton d'Arnaud, dans le comté de Saguenay, et par le bloc "A" dans le canton de Leneuf, dans le comté de Saguenay, et que ce barrage emmagasinera aussi en toute saison les eaux de la rivière Marguerite dans le but de les conserver pour en régulariser le débit et assurer ainsi l'uniformité d'alimentation aux aqueducs et aux usines et la constance des forces hydrauliques.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis de tels travaux, indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces travaux et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux et par ces travaux, a été transmise au Ministre des ressources hydrauliques et que les duplicata de ces plan et devis ont été déposés au bureau de la division d'enregistrement de Saguenay à Tadoussac.

Les demandes contenues dans la requête seront prises en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Les Procureurs de la requérante,

34354-10-4 GAGNON & de BILLY.

GULF POWER COMPANY

Water-Course Act, Revised Statutes,
1941, Chapter 98

Notice of Application and Deposit of Plans
and Specifications

Public notice is hereby given in accordance with sections 8 and 60 of the Water-Course Act, that "Gulf Power Company", of the city of Quebec in the county of Quebec, intends to apply for authorization to have constructed a dam for hydraulic power on the Water-Course which borders upon block "M" in the Township of Arnaud in the county of Saguenay and block "A" in the Township of Leneuf, in the county of Saguenay and that this dam will also store at all seasons the waters of Marguerite River, with the object of conserving them so as to regulate their flow, and thus to ensure a uniform supply to waterworks systems and to mills, and a constancy of hydraulic power.

Notice is also given that a petition to those effects accompanied by plans and specifications of such works, showing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water and by these works have been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources, and that duplicates of such plans and specifications have been deposited at the Registry Office of the Registration Division of Saguenay at Tadoussac.

The applications contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

GAGNON & de BILLY,

34354-10-4-o Attorneys for Petitioner.

RÉGIE PROVINCIALE DE L'ÉLECTRICITÉ

AVIS PUBLIC

Tarifs D'électricité

Avis public est par les présentes donné que "The Shawinigan Water & Power Company" distributeur d'énergie électrique aux termes de la Loi de la Régie Provinciale de l'Électricité s'est adressée à la dite régie pour obtenir une augmentation générale de tarifs dans le territoire qu'elle dessert.

Tout intéressé désireux d'obtenir des renseignements ou de faire des représentations est prié de s'adresser au secrétaire soussigné, d'ici le 1er mai 1953.

Régie Provinciale de L'Electricité,
132 ouest, rue St-Jacques,
Montréal 1, P.Q.
Le Secrétaire,
J.-A. MORIN.

34361-10-2-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Metal Refining Workers Union", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le trois mars 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal-Est, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34357-o LUCIEN DARVEAU.

PROVINCIAL ELECTRICITY BOARD

PUBLIC NOTICE

Electricity Rates

Public notice is hereby given that "The Shawinigan Water & Power Company", a distributor of electricity under the terms of the Provincial Electricity Board Act, has applied to the said Board for a general rate increase in the territory it is servicing.

Any person wishing to obtain information or to submit representations is requested to apply to the undersigned secretary, before May 1st, 1953.

Provincial Electricity Board,
132 St. James St. West,
Montreal 1, P.Q.
J.-A. MORIN,
Secretary.

34361-10-2-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Metal Refining Workers Union" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on the third day of March, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal-East, judicial district of Montreal.

LUCIEN DARVEAU,
34357 Acting Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Professionnelle des Employés en Consommation Alimentaire de Québec", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le quatre mars 1953.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34366-o LUCIEN DARVEAU.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association Professionnelle des Employés en Consommation Alimentaire de Québec" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on March fourth, 1953.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Québec, judicial district of Québec.

LUCIEN DARVEAU,
34366 Acting Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

CONFIDES CORPORATION

AVIS

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec "Confides Corporation", donne par les présentes, avis qu'elle s'adressera au Lieutenant gouverneur pour obtenir l'abandon de sa charte et son annulation, à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, le 27e jour de février 1953.
34337 (Signé) JONATHAN J. ROBINSON.

Avis est donné que la compagnie "Rubtex Backing Company Ltd." s'adressera au Procureur général et au Ministre de l'Industrie et du Commerce de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte pour annulation et pour la dissolution de la compagnie.

28 février 1953.

Le Procureur de la compagnie,
34344 ALEXANDER BIEGA.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Ciné-Canada Inc." s'adressera au Procureur général de la Province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la loi des compagnies de Québec.

Montréal, ce 2 mars 1953.

Le Secrétaire,
34359-o HENRI LAMARCHE.

Charters — Surrender of

CONFIDES CORPORATION

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, "Confides Corporation" hereby gives notice that it will make application to the Lieutenant-Governor for acceptance of the surrender of its Charter and its cancellation on and from a date to be fixed by him.

Montreal, February 27th, 1953.
34337-o (Sgd) JONATHAN J. ROBINSON.

Notice is hereby given that "Rubtex Backing Company Ltd." will make application to the Attorney General, and to the Minister Trade and Commerce of the Province of Québec, for leave to surrender its charter for cancellation and for dissolution of the Company.

February 28th, 1953.

ALEXANDER BIEGA,
34344-o Attorney for the Company.

Notice is hereby given that "Ciné-Canada Inc" will make application to the Attorney General of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Québec Companies' Act.

Montreal, March 2nd, 1953.

HENRI LAMARCHE,
34359-o Secretary.

Compagnie autorisée à faire
des affaires

Avis est donné que la compagnie "Triple A. Industries, Ltd." a été dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et la compagnie sera sujette aux mêmes formalités telles que prescrites par les Lois existantes de cette Province.

Le siège social dans la Province est établi à 204 ouest, avenue Laurier, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal dans la Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute pour-

Company Licensed to do
Business

Notice is hereby given that the company "Triple A Industries, Ltd." has been duly licensed to carry on business in the Province of Québec.

The powers conferred on the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Québec, and the Company shall be subject to the same formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

The head office in the Province is established at 204 Laurier Avenue West, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent in the Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding

suite ou procédure intentée contre elle, est M. S. Léon Mendelsohn de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce 5e jour de mars 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34328 LUCIEN DARVEAU.

against it, is Mr. S. Leon Mendelsohn of the said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of March, 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34328-o Acting Under-Secretary of the Province.

Compagnies dissoutes

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Acme Paper Box Company Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du 27e jour de mai 1930.

Avis est de plus donné qu'à compter du deuxième jour de mars 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 3e jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Ayer's Cliff Creamery Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 25e jour de juin 1930.

Avis est de plus donné qu'à compter du deuxième jour de mars 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 3e jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la "Cie d'Huile & Gaz Albany, Limitée — Albany Oil & Gas Co., Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 mai 1931.

Avis est de plus donné qu'à compter du deux mars 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 3 mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la "Compagnie J. R. Malo Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 octobre 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du 2 mars 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Companies Dissolved

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Acme Paper Box Company Limited", incorporated by letters patent dated the 27th day of May, 1930.

Notice is also given that from and after the second day of March, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 3rd day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Ayer's Cliff Creamery Limited", incorporated by letters patent dated the 25th day of June, 1930.

Notice is also given that from and after the second day of March, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 3rd day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Cie d'Huile & Gaz Albany, Limitée — Albany Oil & Gas Co., Limited", incorporated by letters patent dated the ninth day of May, 1931.

Notice is also given that from and after the second day of March, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the second day of March 1953.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Compagnie J. R. Malo Limitée" incorporated by letters patent dated the eighth day of October 1947.

Notice is also given that from and after the second day of March 1953, the said Company has been dissolved.

Daté du bureau du Procureur général le 3 mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General the third day of March 1953.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Hofbraue Company Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du 4e jour de juin 1937.

Avis est de plus donné qu'à compter du deuxième jour de mars 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 3e jour de mars 1953.

x L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Hofbraue Company Limited", incorporated by letters patent dated the 4th day of June, 1937.

Notice is also given from and after the second day of March, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 3rd day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Jayess Realty Inc.", constituée en corporation, par lettres patentes en date du 27e jour de juin 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du deuxième jour de mars 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 3e jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Jayess Realty Inc.", incorporated by letters patent dated the 27th day of June, 1945.

Notice is also given that from and after the second day of March, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 3rd day of March, 1953.

x L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "J. S. Mitchell Printing Co. Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 14e jour de janvier 1933.

Avis est de plus donné qu'à compter du deuxième jour de mars 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 3e jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "J. S. Mitchell Printing Co. Limited", incorporated by letters patent dated the 14th day of January, 1933.

Notice is also given that from and after the second day of March, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 3rd day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Keating Sons Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28e jour de décembre 1940.

Avis est de plus donné qu'à compter du deuxième jour de mars 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 3e jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Keating Sons Limited", incorporated by letters patent dated the 28th day of December, 1940.

Notice is also given that from and after the second day of March, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 3rd day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Luigi Spaghetti House Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 juillet 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du deux mars 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 3 mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Luigi Spaghetti House Limited", incorporated by letters patent dated the thirty-first day of July 1950.

Notice is also given that from and after the second day of March 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the third day of March 1953.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Modern Investment Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 2 juin 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du deux mars 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 3 mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328-o L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Modern Investment Inc.", incorporated by letters patent dated the second day of June 1952.

Notice is also given that from and after the second day of March 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the third day of March 1953.

L. DÉSILETS,
34328 Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Premier Fabrics Inc." constituée en corporation par lettres patentes en date du 2e jour de juin 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du deuxième jour de mars 1953, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 3e jour de mars 1953.

L'Assistant-procureur général,
34328 L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Premier Fabrics Inc.", incorporated by letters patent dated the 2nd day of June, 1948.

Notice is also given that from and after the second day of March, 1953, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General the 3rd day of March, 1953.

L. DÉSILETS,
34328-o Deputy Attorney General.

Département de l'Instruction publique

N° 164-47.

Québec, le 25 février 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Ephrem-de-Fitch-Bay, dans le comté de Stanstead, et de l'annexer à la municipalité scolaire catholique de Ayer's Cliff, même comté, le territoire ci-dessous décrit, savoir les lots compris dans les limites suivantes:

Partant du point d'intersection de la ligne séparative des cantons de Hatley et de Stanstead; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes, en continuité les unes des autres, savoir:

Ladite ligne de division entre les cantons de Hatley et de Stanstead jusqu'au coin nord-est du lot N° 999; de là, dans une direction sud le long de la ligne est des lots 999, 998, 994, 993, 991, 990 et 989, jusqu'au coin sub-est dudit lot 989; de là, dans une direction ouest en suivant la ligne de division entre les lots 989 et 988 jusqu'au coin nord-est du lot 987; de là, vers le sud en suivant la ligne est dudit lot 987 jusqu'à son coin sud-est;

Department of Education

No. 164-47.

Quebec, February 25, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of St-Ephrem-de-Fitch-Bay, in the county of Stanstead, the territory hereinunder described, that is, the lots included in the following limits, and annex them to the Catholic school municipality of Ayer's Cliff, same county:

Starting from the point of intersection of the division line of the townships of Hatley and Stanstead; thence, passing by the following demarcation lines, successively, to wit:

The said division line between the townships of Hatley and Stanstead as far as the north-east corner of lot No. 999; thence, in a southerly direction along the eastern line of lots 999, 998, 994, 993, 991, 990 and 989, as far as the south-east corner of said lot 989; thence, in a westward direction following the division line between lots 989 and 988 as far as the north-east corner of lot 987; thence, southward, following the east line

de là, dans une direction ouest jusqu'au coin nord-est du lot 983; de là, dans une direction sud jusqu'au coin sud-est dudit lot 983; de là, dans une direction ouest en suivant la ligne séparative entre les lots 983 et 851 d'un côté et 981, 982, 852 et 852-A de l'autre côté, jusqu'à son intersection avec la rivière Tomifobia; de là, suivant ladite rivière Tomifobia dans une direction sud-ouest jusqu'à son intersection avec la ligne séparative des rangs X et XI du canton de Stanstead; de là, en suivant cette ligne séparative dans une direction sud jusqu'au coin sud-est du lot N° 766; de là, vers l'ouest, en suivant la ligne sud dudit lot 766 jusqu'à sa rencontre avec la rivière Tomifobia; de là, en suivant ladite rivière dans une direction générale nord-est, jusqu'au coin sud-est du lot 796; de là, dans une direction ouest jusqu'au coin sud-ouest dudit lot 796; de là, dans une direction nord le long de la ligne ouest des lots 796 et 799 jusqu'au coin nord-ouest dudit lot 799; de là, prenant une direction ouest jusqu'à sa rencontre avec la ligne séparative des cantons de Magog et de Stanstead; de ce point vers le nord jusqu'au point de départ, soit le point d'intersection de la ligne séparative des cantons de Hatley et de Stanstead.

Le Surintendant de l'Instruction publique.
34317-9-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 832-52.

Québec, le 27 février 1953.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 19 février 1953, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-François, dans le comté de Beauce, et de l'annexer à la municipalité scolaire de la Ville de Beauceville-Est, même comté, le territoire ci-dessous décrit, savoir:

"Un territoire, situé dans la seigneurie de Rigaud-Vaudreuil comprenant, en référence au cadastre officiel de la paroisse de Saint-François, tous les lots ou parties de lot et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rues, ruelles, cours d'eau, ou partie d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection du côté nord-ouest de la route de la station avec la limite est actuelle de la ville de Beauceville-Est, ladite limite s'établissant suivant une ligne droite intersectant la ligne séparative des lots 94 et 96 et la ligne séparative des lots 160 et 162 à des distances de 8 arpents et 10½ arpents de la rivière Chaudière; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: ladite limite est actuelle de la ville de Beauceville-Est en allant vers le nord sur une distance de 818 pieds anglais; une ligne dans la direction astronomique S. 80° E. sur une longueur de 175 pieds anglais; une ligne droite jusqu'au point d'intersection de la ligne séparative des lots 145 et 155 avec l'axe du ruisseau Bertrand; ledit axe du ruisseau Bertrand jusqu'à son intersection avec la ligne séparative des lots 160 et 162; une perpendiculaire à la ligne séparative des lots 160 et 162 allant vers le sud-est sur une longueur de 160 pieds anglais; une parallèle à ladite ligne séparative des lots 160 et 162 à 160 pieds anglais au sud-est d'icelle, jusqu'à la limite est actuelle de la ville de Beauceville-Est, et enfin, ladite limite est actuelle de la ville de Beauceville-Est en allant vers le nord jusqu'au point de départ."

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1953.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34358-o O. J. DESAULNIERS.

of the said lot 987 as far as the south-east corner; thence, in a westward direction as far as the north-east corner of lot 983; thence, in a southerly direction as far as the south-east corner of said lot 983; thence, in a westward direction following the division line between lots 983 and 851 on one side, and 981, 982, 852 and 852-A on the other side, as far as its intersection with the Tomifobia River; thence, following the said Tomifobia River in a south-west direction as far as its point of intersection with the division line of Ranges X and XI of the township of Stanstead; thence, following this division line in a southerly direction as far as the south-east corner of lot 766; thence, westward following the southern line of said lot 766 until it reaches the Tomifobia River; thence, following the said river in a general north-east direction, as far as the southeast corner of lot 796; thence, in a westward direction as far as the southwest corner of said lot 796; thence in a northern direction along the west line of lots 796 and 799 as far as the northwest corner of said lot 799; then taking a westward direction until it meets with the division line of the townships of Magog and Stanstead; from this point towards the north as far as the starting point, that is, the point of intersection of the division line of the townships of Hatley and Stanstead.

O. J. DESAULNIERS,
34317-9-2 Superintendent of Education.

No. 832-52.

Quebec, February 27, 1953.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, has been pleased, by Order in Council, dated February 19, 1953, to detach from the school municipality of St-François, in the county of Beauce, to annex it to the school municipality of the Town of Beauceville-East, same county, the territory hereinafter described, to wit:

A territory, situate in the seigniorie of Rigaud-Vaudreuil, containing, with reference to the official cadastre of the parish of St-François, all the lots or parts of lot and their present and future subdivisions, and also the roads, streets, lanes, water-courses, or part thereof, enclosed within the following boundaries, to wit: starting from the point of intersection on the northwest side of the station road with the actual East boundary of the town of Beauceville-East, the said boundary being established by following a straight line intersecting the division line of lots 94 and 96 and the division line of lots 160 and 162 at distances of 8 arpents and 10½ arpents from the Chaudière River; thence, passing successively by the following lines and demarcations: the said actual east boundary of the town of Beauceville-East running north for a distance of 818 English feet; a line having an astronomic bearing S. 80° E. on a length of 175 English feet; a straight line to the point of intersection of the division line of lots 145 and 155 with the axis of the Bertrand Brook; the said axis of the Bertrand Brook up to its intersection with the division line of lots 160 and 162; a perpendicular line to the division line of lots 160 and 162 running southeast along a length of 160 English feet; a parallel line to the said division line of lots 160 and 162 to 160 English feet on the southeast thereof, up to the actual East boundary of the town of Beauceville-East, and finally, the said actual East boundary of the town of Beauceville-East running North up to the starting point.

Said Order in Council to take effect on the 1st of July, 1953.

O. J. DESAULNIERS,
34358 Superintendent of Education.

No. 931-52.

Québec, le 28 février 1953.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 19 février 1953, de détacher de la municipalité scolaire de St-François-Ouest, dans le comté de Beauce, les parties du lot numéro 1532, appartenant à messieurs Nelson Bernard, Napoléon Quirion, Paul-Henri Bolduc, Caius Lacasse et monsieur Joseph Giroux, et de les annexer à la municipalité scolaire de la Ville de Beauceville, même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1953.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34358-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1011-52.

Québec, le 27 février 1953.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté ministériel en date du 19 février 1953, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Jean-de-Dieu, dans le comté de Rivière-du-Loup, les lots 5 à 7 inclusivement du rang V (5), du canton de Bégon, et de les annexer à la municipalité scolaire de Saint-Clément, dans le même comté.

Cet arrêté ministériel prendra effet le premier juillet 1953.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34358-o O. J. DESAULNIERS.

N° 553-52

Québec, le 2 mars 1953.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Barnabé, dans le comté de St-Maurice, les lots du cadastre officiel de St-Etienne-des-Grès, portant les numéros 576 et 577, et de les annexer à la municipalité scolaire de St-Etienne-des-Grès, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
34362-10-2-o O. J. DESAULNIERS.

No. 931-52.

Quebec, February 28, 1953.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, has been pleased, by Order in Council dated February 19, 1953, to detach from the school municipality of "St-François-Ouest" in the county of Beauce, parts of lot number 1532, belonging to Messrs. Nelson Bernard, Napoléon Quirion, Paul-Henri Bolduc, Caius Lacasse and Mr. Joseph Giroux, and to annex them to the school municipality of the town of Beauceville, same county.

Said Order in Council to take effect on the 1st of July, 1953.

O. J. DESAULNIERS,
34358 Superintendency of Education.

No. 1011-52.

Quebec, February 27, 1953.

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, has been pleased, by Order in Council dated February 19, 1953, to detach from the school municipality of Saint-Jean-de-Dieu, in the county of Rivière-du-Loup, lots 5 to 7 inclusive, of Range V (5) of the township of Bégon, and to annex them to the school municipality of Saint-Clément, in the same county.

This Order in Council will come into effect on the first day of July, 1953.

O. J. DESAULNIERS,
34358 Superintendent of Education.

No. 553-52

Quebec, March 2, 1953.

Application is made to detach from the school municipality of St-Barnabé, in the county of St-Maurice, the lots of the official cadastre of St-Etienne-des-Grès, bearing numbers 576 and 577, and to annex them to the school municipality of St-Etienne-des-Grès, same county.

O. J. DESAULNIERS,
34362-10-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la ville (maintenant cité) de Lachine division d'enregistrement de Montreal.

Avis est par la présente donné que le lot 454 et une partie du lot 453 sont annulés et remplacés par les lots 816, 817 et 818, en vertu des articles 2174A et 2174 du Code civil.

Québec, le 26 février 1953.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
34329-o Sous-ministre.

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official cadastre of the town (now city) of Lachine registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lot 454 and part of lot 453 are cancelled and replaced by lots 816, 817 and 818 in virtue of Articles 2174A and 2174 of the civil Code.

Quebec, February the 26th, 1953.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
34329-o Deputy Minister.

Département du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présentée par le Comité conjoint des Maîtres et Employés Barbiers, Coiffeurs et Coiffeuses des comtés de Joliette, Berthier, l'Assomption et Montcalm, à

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that a petition has been submitted to him by the Joint Committee of the Master and Employee-Barbers and Hairdressers of the counties of Joliette, Berthier, L'Assomption and Montcalm

l'effet d'apporter certaines modifications au décret numéro 3751 du 17 décembre 1943 et amendements, relatifs aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Joliette, Montcalm, l'Assomption et Berthier. Il est demandé:

1° Que les prix minima des services ci-après mentionnés soient rendus obligatoires dans les villes de Joliette, l'Assomption et Berthierville:

<i>"Services"</i>	<i>Prix minima</i>
Barbe tous les jours	\$0.40
Cheveux pour adultes des deux sexes:	
Lundi, mardi, mercredi et jeudi	0.60
Vendredi, samedi et veilles de fêtes chômées	0.70
Coupe de cheveux en brosse	0.90
Shampooing "Velvet"	0.50
Rasage du cou, dames	0.25
Ondulation permanente "pads chimiques à l'eau"	5.00
Shampooing ordinaire	0.50"

2° Que les paragraphes "a" et "b" de l'article V soient remplacés par les suivants:

"a) Les employés barbiers ou coiffeurs pour dames doivent recevoir \$35.00 par semaine plus 50% des recettes de leur travail excédant \$43.00 au cours de la semaine. Une déduction hebdomadaire de \$1.50 pour le gîte et \$3.00 pour la nourriture est allouée."

"b) Les employées coiffeuses pour dames doivent recevoir \$25.00 par semaine."

3° Que la première phrase de l'article VIII soit remplacée par la suivante:

"Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1953."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 mars 1953.

34353-0

for the purpose of amending the decree number 3751 of December 17, 1943, as amended, relating to the barber and hairdressing trades in the counties of Joliette, Montcalm, L'Assomption and Berthier. It is requested:

1. That the following minimum prices of services be rendered obligatory in the towns of Joliette, L'Assomption and Berthierville:

<i>"Services"</i>	<i>Minimum prices</i>
Shave, every day	\$0.40
Haircut, male and female adults:	
Monday, Tuesday, Wednesday and Thursday	0.60
Friday, Saturday and holiday eves	0.70
Brushcut	0.90
Velvet Shampoo	0.50
Neckshave, ladies	0.25
Permanent wave — water chemical pads	5.00
Ordinary shampoo	0.50"

2. That subsections "a" and "b" of section V be replaced by the following:

"a) Ladies' barber or hairdresser employee shall receive \$35.00 per week plus 50% of the receipts of their work exceeding \$43.00 for the week. A weekly deduction of \$1.50 for room and \$3.00 for board is allowed."

"b) Ladies' hairdresser female employee shall receive \$25.00 per week."

3. That the first sentence of section VIII be replaced by the following:

"The present decree remains in force until December 31, 1953."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 7, 1953.

34353-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), qu'une requête lui a été présentée par les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans les villes de Rouyn et Noranda et le canton de Rouyn, rendue obligatoire par le décret numéro 560 du 11 mars 1942, à l'effet de modifier ledit décret, et ses amendements, de la façon suivante:

Les paragraphes "a" et "b" de l'article VI sont remplacés par les suivants:

"VI. *Durée de travail:* a) La semaine de travail est de quarante-cinq (45) heures réparties quotidiennement entre 9.00 a.m. et 6.00 p.m.

Le samedi et la veille d'une fête chômée tombant le samedi, ainsi que les trois (3) jours précédant la fête de Noël, le travail se continuera jusqu'à 8.00 p.m. avec interruption d'une (1) heure pour le repas du midi et d'une (1) heure pour le repas du soir."

"b) Les heures de travail sont de 9.00 a.m., à midi le mercredi."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), that a request has been submitted to him by the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and hairdressing trades in the towns of Rouyn and Noranda and the township of Rouyn, rendered obligatory by the decree number 560 of March 11, 1942, for the purpose of amending the said decree, and its amendments, as follows:

Subsections "a" and "b" of section VI will be replaced by the following:

"VI. *Duration of labour:* a) The work week shall consist of forty-five (45) hours distributed daily between 9.00 a.m. and 6.00 p.m.

On Saturday and on the eve of a holiday falling on Saturday and on the three (3) days preceding Christmas and New Year's Day, work shall cease at 9.00 p.m., with a one-hour interruption for the noon meal and another hour for the evening meal."

"b) Working hours shall take place between 9.00 a.m., and noon on Wednesday."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will

les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 mars 1953. 34353-o

consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY.

Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 7, 1953. 34353-o

Lettres patentes

Institut de la Consolata (Montreal)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (14 George VI, chapitre 76), il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept février 1953, constituant en corporation l'"Institut de la Consolata (Montreal)".

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est en la cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 5 mars 1953.

Le Sous-secrétaire adjoint de la Province,
34367-o LUCIEN DARVEAU.

Letters Patent

Institut de la Consolata (Montréal)

Notice is hereby given that in accordance with the provisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (14 George VI, chapter 76), letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of February 1953, incorporating the "Institut de la Consolata (Montreal)".

The head office of the above mentioned corporation will be in the city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, the fifth day of March 1953.

LUCIEN DARVEAU,
34367 Acting Under Secretary of the Province.

Liquidation: — avis de

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des sociétaires de "L'Abitibienne", société coopérative régie par la Loi des syndicats coopératifs de Québec, tenue à Amos, le 15 février 1953, une résolution a été dûment adoptée, à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social et de ladite Loi des syndicats coopératifs de Québec, et que, à ces fins, M. Gérard LeBlanc, d'Amos, a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 23 février 1953.

Le Sous-secrétaire de la Province,
34360-o JEAN BRUCHÉSI.

Winding up Notice:

Notice is hereby given that, at a general meeting of the associates of "L'Abitibienne", a cooperative Association incorporated under the Quebec Cooperative Syndicates' Act, held at Amos, February 15th, 1953, a resolution was duly adopted to the effect that the affairs of the said association be voluntarily wound up and that it be dissolved, pursuant to the provisions of the Winding Up Act and the said Quebec Cooperative Syndicates' Act, and that, for such purpose, Mr. Gérard LeBlanc, of Amos, be appointed liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, February 23, 1953.

JEAN BRUCHÉSI,
34360 Under Secretary of the Province.

Nominations

Il a plu à son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la province, au nom de Sa Majesté, les personnes dont les noms suivent, savoir:

Québec, le 29 janvier 1953.

MM. Bernard Dansereau et Paul Robitaille, avocats, membres du Barreau de la province, de la cité de Montréal: conseil en loi de la Reine.

M. Georges-A. Meloche, de Valleyfield, membre du Barreau de la province et substitut du Procureur général: conseil en loi de la Reine.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 23 décembre 1952.

M. Horace Viau, Chemin Larocque, Valleyfield: shérif du district de Beauharnois et officier

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council to appoint by letters patent, under the Great Seal of the Province, in the name of Her Majesty, the persons whose names follow, to wit:

Quebec, January 29, 1953.

Messrs Bernard Dansereau and Paul Robitaille, advocates, members of the Bar of the Province, of the city of Montreal: Queen's Counsel.

Mr. Georges A. Meloche, of Valleyfield, member of the Bar of the Province and Crown Prosecutor: Queen's Counsel.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Québec, December 23, 1952.

Mr. Horace Viau, Larocque Road, Valleyfield: Sheriff of the district of Beauharnois, and special

spécial chargé de la confection et de la revision de la liste des jurés au palais de justice de Valleyfield, à compter du 1er janvier 1953, ledit Horace Viau étant nommé commissaire "*per dedimus potestatem*".

Québec, le 29 janvier 1953.

MM. Adéland Perron, marchand, et Fernand Bertrand, journalier, de Notre-Dame-des-Anges: commissaires pour tenir la Cour des commissaires de Notre-Dame-des-Anges, comté de Portneuf, avec M. Émile Pépin, cultivateur, déjà nommé par l'arrêté en conseil numéro 2025, du 20 mai 1940.
34328-o

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commission de faire les nominations suivantes:

Québec, le 12 novembre 1952.

MM. l'abbé P. Doucet, curé de la paroisse de St-Paulin Dalibaire, comté de Matane: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski; Charles Bréard, T.D., président de la Corporation des techniciens diplômés de la province de Québec, 34, rue Lachevrotière, J.-H. Bergeron, gérant de la Caisse populaire de Notre-Dame du Chemin, 20, avenue des Érables, tous deux de Québec: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Jean-Louis Cousineau, gérant de crédit pour la maison Philipp & Rogers Majestic, 411, rue Crémazie est, Armand Aspell, 1823, rue Poupert, tous deux de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; John Edward Clark, gérant de bureau pour le compte de la Commission hydroélectrique de Québec, à Forestville: juge de paix avec juridiction sur les districts judiciaires de Saguenay, de Gaspé et de Bonaventure; Gérard Cloutier, de Rimouski, et Roland Malouin, de Québec, respectivement inspecteur en charge et examinateur du Bureau des examinateurs des électriciens, et Michel Towner, 71 rue Bigaouette, Québec, inspecteur du Bureau des mécaniciens en tuyauterie: juges de paix avec juridiction sur toute la province de Québec: — Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Québec, le 19 novembre 1952.

MM. Reginald L. Bishop, entrepreneur de pompes funèbres, 86 rue Queen Nord, Sherbrooke: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François; Raoul Lafrance, 4686, rue Bordeaux, Gérard Descormiers, professeur et aide au Secrétariat des cours du soir, 7959, rue Lajeunesse, René Gauthier, préposé spécial aux classes de Néo-Canadiens le jour et le soir, 9215, rue Waverley, André Michaud, assistant-directeur de la Commission des écoles catholiques de Montréal, 7421, rue Denormandie, tous quatre de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Charles LeSelleur, employé de Robin, Jones & Whitman Ltd., à Paspébiac, comté de Bonaventure: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bonaventure; Gilles Gauvin, paie-maître pour la compagnie Cartier-McNamara-Mannix-Morrison-Knudsen, des Sept-Îles: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saguenay; Lucien Philion et Marie-Joseph Deschênes, commis, tous deux de 171, rue Principale, Hull: juges

officer to prepare and revise the Jury list at the Court House of Valleyfield, from January first 1953, the said Horace Viau being also appointed commissioner *per dedimus potestatem*.

Quebec, January 29, 1953.

Messrs Adéland Perron, merchant, and Fernand Bertrand, labourer, of Notre-Dame-des-Anges: commissioners for the holding of the Commissioners' Court of Notre-Dame-des-Anges, county of Portneuf, together with Mr. Émile Pépin, farmer, already appointed by Order in Council No. 2025, dated May 20, 1940.
34328

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by commission, to make the following appointments:

Quebec, November 12, 1952.

Messrs Abbé P. Doucet, curate of the parish of St-Paulin Dalibaire, county of Matane: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rimouski; Charles Bréard, C.T., President of the Corporation of Certificated Technicians of the Province of Quebec, 34, Lachevrotière Street, J.-H. Bergeron, manager of "La Caisse Populaire de Notre-Dame du Chemin", 20, Maple Avenue, both of Quebec: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; Jean-Louis Cousineau, credit manager for the firm of Philipp & Rogers Majestic, 411 Crémazie Street, East, Armand Aspell, 1823 Poupert Street, both of Montreal: Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; John Edward Clark, office manager for the Quebec Hydroelectric Commission, at Forestville: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial districts of Saguenay, Gaspé and Bonaventure; Gérard Cloutier, of Rimouski, and Roland Malouin, of Quebec, respectively chief inspector and examiner of the Board of Examining Electricians, and Michel Towner, 71 Bigaouette street, Quebec, Inspector for the Board of Pipe-Mechanics: Justices of the Peace with jurisdiction over the whole of the Province of Quebec: the Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Court of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Quebec, November 19, 1952.

Messrs Reginald L. Bishop, undertaker, 86 Queen Street, North, Sherbrooke: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St. Francis; Raoul Lafrance, 4686 Bordeaux street, Gérard Descormiers, professor and assistant, Secretariate for Night Classes, 7959, Lajeunesse Street, René Gauthier, Superintendent of day and night classes for Néo-Canadians, 9215, Waverley Street, André Michaud, Assistant-Director of the Montreal Catholic School Commission, 7421 Denormandie Street, all four of Montreal: Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Charles LeSelleur, employee, of Robin, Jones & Whitman Ltd., at Paspébiac, county of Bonaventure: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Bonaventure; Gilles Gauvin, pay-master for the company Cartier-McNamara-Mannix-Morrison-Knudsen, of Seven Islands: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Saguenay; Lucien Philion and Marie-Joseph Deschênes, clerks, both of 171

de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Hull:— Les juges de paix nommés dans ce paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Principale Street, Hull: Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Hull: — the Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Court of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

Québec, le 11 décembre 1952.

MM. André Trottier, comptable agréé, 6, rue Wellington Sud, Sherbrooke: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François, et Robert Cloutier, comptable, 2107, 4^{ème} avenue, Québec: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec: tous deux aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Quebec, December 11, 1952.

Messrs André Trottier, Chartered Accountant, 6 Wellington Street, South, Sherbrooke: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St. Francis, and Robert Cloutier, accountant, 2107, 4th Avenue, Quebec: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec: both appointed for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of Section 358 of the Court of Justice Act (R.S.Q. 1941, chapter 15).

M. J.-A. Harbour, commis, de Shelter Bay: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Saguenay.

Mr. J.-A. Harbour, clerk, of Shelter Bay: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Saguenay.

M. Honoré Leblanc, maire de St-Adalbert et préfet du comté de L'Islet: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montmagny.

Mr. Honoré Leblanc, Mayor of St. Adalbert and Prefect for the county of L'Islet: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montmagny.

M. Thomas Ritchie, secrétaire-trésorier de la ville d'Aylmer, comté de Gatineau: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Hull.

Mr. Thomas Ritchie, Secretary-Treasurer of the town of Aylmer, county of Gatineau: Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Hull.

34328-o

34328

Sièges sociaux

Head Offices

LA COMPAGNIE PHOTO-AIR LAURENTIDES

Avis est donné que La Compagnie Photo-Air Laurentides constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 avril 1947 et ayant son bureau principal dans la cité de Québec où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 2, côte d'Abraham l'a transporté à 31, rue McMahon, dans la même localité.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, P.Q., ce seizième jour de février 1953.

(Seau)

34338-o

Le Secrétaire,
PAUL-E. LACHANCE.

LA COMPAGNIE PHOTO-AIR LAURENTIDES

Notice is hereby given that La Compagnie Photo-Air Laurentides, a company incorporated by letters patent on the 9th day of April 1947, and having its head-office in the city of Quebec where its office was situated up to to-day at 2 Abraham Hill, has moved it to 31 McMahon Street, in the same city.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head-office of the company.

Dated at Quebec, P. Q., this sixteenth day of February 1953.

(Seal)

34338-o

PAUL-E. LACHANCE,
Secretary.

AVIS

MOBILIER MODERNE INC.

Avis est donné que la compagnie "Mobilier Moderne Inc." a établi son siège social à 253 rue St-Paul, cité de Québec.

Daté à Québec, le 21 janvier 1953.

(Seau)

34339

Le Secrétaire,
PIERRETTE DAGENAIS.

NOTICE

MOBILIER MODERNE INC.

Notice is hereby given that the Company "Mobilier Moderne Inc." has established its head office at 253 St. Paul Street, Quebec City.

Dated at Quebec, January 31st 1953.

(Seal)

34339-o

PIERRETTE DAGENAIS,
Secretary.

NEW YORK GARMENT INC.

Avis de situation du siège social

Avis est donné que New York Garment Inc., une compagnie constituée en corporation par lettres patentes datées du 2^e jour de juin 1950, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, a établi son bureau à 372 ouest, rue Ste-Catherine, en lesdits cité et district de Montréal.

Montréal, 13 janvier 1953.

(Seau)

34345

Le Secrétaire,
BENNIE MODLINSKY.

NEW YORK GARMENT INC.

Notice of the Situation of the Head Office

Notice is hereby given that New York Garment Inc., a company incorporated by Letters Patent on the 2nd day of June, 1950, and having its Head Office in the City and District of Montreal, has established its office at 372 St. Catherine Street West in the said City and District of Montreal.

Montreal, January 13th, 1953.

(Seal)

34345-o

BENNIE MODLINSKY,
Secretary.

AVIS DE SITUATION DU SIÈGE SOCIAL

Avis est donné que "Soble Investments Inc.", une compagnie constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du 6e jour d'août 1952, a établi son bureau au N° 1826 ouest, rue Sherbrooke, en la cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 21e jour de février 1953.

34350 Le Président,
BORIS SOBLE.

NOTICE OF LOCATION OF HEAD OFFICE

Notice is hereby given that "Soble Investments Inc.", a company incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on the 6th day of August, 1952, has established its office at No. 1826, Sherbrooke Street, West, in the city of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal on this 21st, day of February, 1953.

34350-o BORIS SOBLE,
President.

Soumissions

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ SCOLAIRE CATHOLIQUE
DE MACKAYVILLE
(Comté de Chambly)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Paul-E. Houle, 1968 rue Montcalm, Mackayville, comté de Chambly, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 23 mars 1953, pour l'achat de \$350,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire catholique de Mackayville, datées du 1er avril 1953 et remboursables par séries du 1er avril 1954 au 1er avril 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 5% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$350,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er avril 1954.....	x \$18,500.00
1er avril 1955.....	x 19,500.00
1er avril 1956.....	x 20,500.00
1er avril 1957.....	x 21,500.00
1er avril 1958.....	x 22,500.00
1er avril 1959.....	x 23,500.00
1er avril 1960.....	x 25,000.00
1er avril 1961.....	x 26,000.00
1er avril 1962.....	x 27,500.00
1er avril 1963.....	x 28,500.00
1er avril 1964.....	9,500.00
1er avril 1965.....	9,500.00
1er avril 1966.....	10,000.00
1er avril 1967.....	11,000.00
1er avril 1968.....	11,500.00
1er avril 1969.....	12,000.00
1er avril 1970.....	12,500.00
1er avril 1971.....	13,000.00
1er avril 1972.....	13,500.00
1er avril 1973.....	14,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$208,119, accordé par le Secrétaire de la province et payable en dix versements de \$20,811.90 chacun, de 1954 à 1963 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Saint-Lambert, comté de Chambly.

Tenders

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
CATHOLIC SCHOOL MUNICIPALITY
OF MACKAYVILLE
(County of Chambly)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned Paul E. Houle, 1968 Montcalm Street, Mackayville, county of Chambly, until 8 o'clock p.m., Monday, March 23, 1953, for the purchase of an issue of \$350,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Catholic School Municipality of Mackayville dated April 1st, 1953 and redeemable serially from April 1st, 1954 to April 1st 1973 inclusively, with interest at a rate to be not less than 3% nor more than 5% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$350,000.00 — 20 years.

Year	Capital
April 1st, 1954.....	x \$18,500.00
April 1st, 1955.....	x 19,500.00
April 1st, 1956.....	x 20,500.00
April 1st, 1957.....	x 21,500.00
April 1st, 1958.....	x 22,500.00
April 1st, 1959.....	x 23,500.00
April 1st, 1960.....	x 25,000.00
April 1st, 1961.....	x 26,000.00
April 1st, 1962.....	x 27,500.00
April 1st, 1963.....	x 28,500.00
April 1st 1964.....	9,500.00
April 1st, 1965.....	9,500.00
April 1st, 1966.....	10,000.00
April 1st, 1967.....	11,000.00
April 1st, 1968.....	11,500.00
April 1st, 1969.....	12,000.00
April 1st, 1970.....	12,500.00
April 1st, 1971.....	13,000.00
April 1st, 1972.....	13,500.00
April 1st, 1973.....	14,500.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$208,119, granted by the Provincial Secretary and payable in ten instalments of \$20,811.90 each, from 1954 to 1963 inclusively, shall be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Saint-Lambert, county of Chambly.

Le capital et les intérêts sont payable à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Saint-Lambert, comté de Chambly.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 23 mars 1953, à 8 heures p.m., à l'Ecole du Sacré-Cœur, Boulevard Marie, Mackayville, comté de Chambly.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Mackayville, (Comté de Chambly), ce 3 mars 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
PAUL-E. HOULE.

1968 rue Montcalm, Mackayville,
(Comté de Chambly), P.Q. 34352-0

Province de Québec
—
VILLE DE LEMOYNE
(COMTÉ DE CHAMBLY)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé, Jacques Comtois, secrétaire-trésorier, 95, rue St-Louis, Ville de LeMoyne, Cte Chambly, jusqu'à 8 heures 30, p.m., mercredi, le 25 mars 1953, pour l'achat de \$167,000 d'obligations de la ville de LeMoyne, comté de Chambly, datées du 1er avril 1953 et remboursables par séries du 1er avril 1954 au 1er avril 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 5% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$167,000—20 ans

Année	Capital
1er avril 1954	\$2,000.00
1er avril 1955	2,500.00
1er avril 1956	2,500.00
1er avril 1957	2,500.00
1er avril 1958	2,500.00
1er avril 1959	2,500.00
1er avril 1960	2,500.00
1er avril 1961	2,500.00
1er avril 1962	3,000.00
1er avril 1963	3,000.00
1er avril 1964	3,000.00
1er avril 1965	3,000.00
1er avril 1966	3,000.00
1er avril 1967	3,500.00
1er avril 1968	3,500.00
1er avril 1969	3,500.00
1er avril 1970	4,000.00
1er avril 1971	4,500.00
1er avril 1972	4,500.00
1er avril 1973	109,000.00

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Saint-Lambert, county of Chambly.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, March 23, 1953, at 8 o'clock p.m., at the Sacred-Heart School, Marie Boulevard, county of Chambly.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Mackayville, (County of Chambly), March 3, 1953.

PAUL-E. HOULE,
Secretary-Treasurer.

1968 Montcalm Street, Mackayville,
(County of Chambly), P.Q. 34352

Province of Quebec
—
VILLE OF LEMOYNE
(COUNTY OF CHAMBLY)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jacques Comtois, secretary-treasurer, 95, rue St-Louis, Ville de LeMoyne, Co. Chambly, until 8.30 o'clock p.m., Wednesday, March 25, 1953, for the purchase of an issue of \$167,000 of bonds of the town of LeMoyne County of Chambly dated April 1st, 1953 and redeemable serially from April 1st, 1954 to April 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not to be less than 3% nor more than 5% par annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$167,000 — 20 years

Year	Capital
April 1st, 1954	\$2,000.00
April 1st, 1955	2,500.00
April 1st, 1956	2,500.00
April 1st, 1957	2,500.00
April 1st, 1958	2,500.00
April 1st, 1959	2,500.00
April 1st, 1960	2,500.00
April 1st, 1961	2,500.00
April 1st, 1962	3,000.00
April 1st, 1963	3,000.00
April 1st, 1964	3,000.00
April 1st, 1965	3,000.00
April 1st, 1966	3,000.00
April 1st, 1967	3,500.00
April 1st, 1968	3,500.00
April 1st, 1969	3,500.00
April 1st, 1970	4,000.00
April 1st, 1971	4,500.00
April 1st, 1972	4,500.00
April 1st, 1973	109,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Lambert, Cte Chambly.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à St-Lambert, comté de Chambly.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, on tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 25 mars 1953, à 8 heures 30, p.m., dans le sous-basement de l'École St-Maximilien, 146, rue St-Louis, Ville de LeMoyne, comté de Chambly.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ville de LeMoyne, (Comté de Chambly), ce 5 mars 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
JACQUES COMTOIS,

95, rue St-Louis, Ville de LeMoyne,
(Cte Chambly), P.Q. 34368-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE ST-JOSEPH-DE-SOREL
(COMTÉ DE RICHELIEU)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Gérard Paul, secrétaire-trésorier, L'Enfant-Jésus-de-Sorel, comté de Richelieu, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 24 mars 1953, pour l'achat de \$43,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Joseph-de-Sorel, datées du 1er avril 1953 et remboursables par séries du 1er avril 1954 au 1er avril 1963 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$43,000 — 10 ans

Année	Capital
1er avril 1954	\$3,500.00
1er avril 1955	3,500.00
1er avril 1956	4,000.00
1er avril 1957	4,000.00
1er avril 1958	4,000.00
1er avril 1959	4,500.00
1er avril 1960	4,500.00
1er avril 1961	5,000.00
1er avril 1962	5,000.00
1er avril 1963	5,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Joseph-de-Sorel, (Richelieu).

Le capital et les intérêts sont payables, à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à St-Joseph-de-Sorel, comté de Richelieu.

The successful tenderer agrees to pay the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque, at par, at St-Lambert, Co. Chambly.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at St-Lambert, county of Chambly.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, March 25, 1953, at 8.30 o'clock p.m., in the basement of the St-Maximilien School, 146, St-Louis Street, Town of LeMoyne, county of Chambly.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Town of LeMoyne, (County of Chambly) March 5, 1953.

JACQUES COMTOIS,
Secretary-Treasurer.

95, St-Louis Street,
Town of LeMoyne, (Co. Chambly), P.Q. 34368

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF ST-JOSEPH-DE-SOREL
(COUNTY OF RICHELIEU)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Gérard Paul, secretary-treasurer, L'Enfant-Jésus-de-Sorel, county of Richelieu, until 8 o'clock p.m., Tuesday, March 24, 1953, for the purchase of an issue of \$43,000 of bonds of the School Commissioners for the municipality of St-Joseph-de-Sorel dated April 1st, 1953 and redeemable serially from April 1st, 1954 to April 1st, 1963 inclusively, with interest at a rate not to be less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$43,000 — 10 years

Year	Capital
April 1st, 1954	\$3,500.00
April 1st, 1955	3,500.00
April 1st, 1956	4,000.00
April 1st, 1957	4,000.00
April 1st, 1958	4,000.00
April 1st, 1959	4,500.00
April 1st, 1960	4,500.00
April 1st, 1961	5,000.00
April 1st, 1962	5,000.00
April 1st, 1963	5,000.00

The successful tenderer agrees to pay the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque, at par, at St-Joseph-de-Sorel, (Richelieu).

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at St-Joseph-de-Sorel, county of Richelieu.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 24 mars 1953, à 8 heures p.m., en la salle du couvent de L'Enfant-Jésus, route Marie-Victorin, St-Joseph-de-Sorel, comté de Richelieu.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Joseph-de-Sorel, (Comté de Richelieu), ce 4 mars 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
GÉRARD PAUL.

L'Enfant-Jésus-de-Sorel,
(Comté de Richelieu), P.Q. 34370-0

Province de Québec

CITÉ DE DRUMMONDVILLE
(COMTÉ DE DRUMMOND)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Marcel Marier, greffier, Hôtel de Ville, Drummondville, comté de Drummond, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 25 mars 1953, pour l'achat de \$245,000 d'obligations de la cité de Drummondville, comté de Drummond, datées du 1er avril 1953 et remboursables par séries du 1er avril 1954 au 1er avril 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$245,000—20 ans
Année Capital

1er avril 1954	\$ 8,000.00
1er avril 1955	8,000.00
1er avril 1956	8,500.00
1er avril 1957	9,000.00
1er avril 1958	9,000.00
1er avril 1959	10,000.00
1er avril 1960	10,000.00
1er avril 1961	10,500.00
1er avril 1962	11,000.00
1er avril 1963	11,500.00
1er avril 1964	12,000.00
1er avril 1965	13,000.00
1er avril 1966	13,500.00
1er avril 1967	14,000.00
1er avril 1968	14,500.00
1er avril 1969	15,000.00
1er avril 1970	15,500.00
1er avril 1971	16,500.00
1er avril 1972	17,500.00
1er avril 1973	18,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Drummondville, Cte Drummond.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday March 24, 1953, at 8 o'clock p.m., at Convent hall of L'Enfant-Jésus, Marie-Victorin Road, St-Joseph-de-Sorel, County of Richelieu.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Joseph-de-Sorel, (County of Richelieu) March 4, 1953.

GÉRARD PAUL,
Secretary-Treasurer.

L'Enfant-Jésus-de-Sorel,
(County of Richelieu), P.Q. 34370

Province of Quebec

CITY OF DRUMMONDVILLE
(COUNTY OF DRUMMOND)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Marcel Marier, clerk, City Hall, Drummondville, County of Drummond, until 8 o'clock p.m., Wednesday, March 25, 1953, for the purchase of an issue of \$245,000 of bonds of the City of Drummondville, county of Drummond, dated April 1st, 1953 and redeemable serially from April 1st, 1954 to April 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not to be less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$245,000 — 20 years
Year Capital

April 1st, 1954	\$ 8,000.00
April 1st, 1955	8,000.00
April 1st, 1956	8,500.00
April 1st, 1957	9,000.00
April 1st, 1958	9,000.00
April 1st, 1959	10,000.00
April 1st, 1960	10,000.00
April 1st, 1961	10,500.00
April 1st, 1962	11,000.00
April 1st, 1963	11,500.00
April 1st, 1964	12,000.00
April 1st, 1965	13,000.00
April 1st, 1966	13,500.00
April 1st, 1967	14,000.00
April 1st, 1968	14,500.00
April 1st, 1969	15,000.00
April 1st, 1970	15,500.00
April 1st, 1971	16,500.00
April 1st, 1972	17,500.00
April 1st, 1973	18,000.00

The tenderer agrees to pay the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque, at par, at Drummondville, Co. Drummond.

Le capital et les intérêts sont payables au bureau principal de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à Drummondville.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 25 mars 1953, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de Drummondville.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Drummondville, (Comté de Drummond), ce 4 mars 1953.

Le Greffier,
MARCEL MARIER.

Hôtel de Ville, Drummondville,
(Drummond), P. Q.

34365-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ DE ST-JEAN
(COMTÉ DE ST-JEAN)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Wilfrid Boutin, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 188, rue Jacques-Cartier, St-Jean, (St-Jean), Qué. jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 24 mars 1953 pour l'achat de \$375,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de St-Jean et St-Jean, datées du 1er avril 1953 et remboursables par séries du 1er octobre 1953 au 1er avril 1973 inclusivement, avec intérêt à un taux qui ne devra pas être inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$375,000 — 20 ans

Année	Capital
1er octobre 1953.....	x\$21,000.00
1er octobre 1954.....	x 22,000.00
1er octobre 1955.....	x 23,000.00
1er octobre 1956.....	x 24,000.00
1er octobre 1957.....	x 25,000.00
1er octobre 1958.....	x 26,000.00
1er octobre 1959.....	x 27,000.00
1er octobre 1960.....	x 28,500.00
1er octobre 1961.....	x 29,500.00
1er octobre 1962.....	x 31,000.00
1er octobre 1963.....	9,500.00
1er octobre 1964.....	10,000.00
1er octobre 1965.....	10,500.00
1er octobre 1966.....	11,000.00
1er octobre 1967.....	11,500.00
1er octobre 1968.....	12,000.00
1er octobre 1969.....	12,500.00
1er octobre 1970.....	13,000.00
1er octobre 1971.....	13,500.00
1er octobre 1972.....	12,500.00
1er avril 1973.....	2,000.00

Capital and interest are payable at the main office of the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Drummondville.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941 subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, March 25, 1953, at 8 o'clock p.m., at the City Hall of Drummondville.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Drummondville, (County of Drummond)
March 4, 1953.

MARCEL MARIER,
Clerk.

City Hall, Drummondville,
(Drummond), P.Q.

34365

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF THE CITY OF ST. JOHN
(COUNTY OF ST. JOHN)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Wilfrid Boutin, Secretary-treasurer, City Hall, 188 Jacques-Cartier Street, St. John (St. John), Que. until 8 o'clock P.M. Tuesday, March 24, 1953, for the purchase of an issue of \$375,000 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the city of St. John, dated April 1st, 1953 and redeemable serially from October 1st, 1953 to April 1st, 1973 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$375,000 — 20 years

Year	Capital
October 1st, 1953.....	x\$21,000.00
October 1st, 1954.....	x 22,000.00
October 1st, 1955.....	x 23,000.00
October 1st, 1956.....	x 24,000.00
October 1st, 1957.....	x 25,000.00
October 1st, 1958.....	x 26,000.00
October 1st, 1959.....	x 27,000.00
October 1st, 1960.....	x 28,500.00
October 1st, 1961.....	x 29,500.00
October 1st, 1962.....	x 31,000.00
October 1st, 1963.....	9,500.00
October 1st, 1964.....	10,000.00
October 1st, 1965.....	10,500.00
October 1st, 1966.....	11,000.00
October 1st, 1967.....	11,500.00
October 1st, 1968.....	12,000.00
October 1st, 1969.....	12,500.00
October 1st, 1970.....	13,000.00
October 1st, 1971.....	13,500.00
October 1st, 1972.....	12,500.00
April 1st, 1973.....	2,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$226,712.50, accordé par le Secrétaire de la Province et payable en dix versements de \$22,671.25 chacun, de 1953 à 1962 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jean, comté de St-Jean.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, à Québec ou à St-Jean, comté de St-Jean.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 24 mars 1953, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de St-Jean, comté de St-Jean.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Jean, (Comté de St-Jean), ce 5 mars 1953.

Le Secrétaire-trésorier,
WILFRID BOUTIN.

Hôtel de Ville,
188, rue Jacques-Cartier,
St-Jean, (Cté St-Jean), P.Q.

34369-0

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$226,712.50 granted by the Provincial Secretary and payable in ten installments of \$22,671.25 each, from 1953 to 1962 inclusive, will be received and applied to the service of this loan.

The successful tenderer binds himself to pay the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque at par, at St. John, county of St. John.

The capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, at Quebec or at St. John, county of St. John.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday the twenty-fourth day of the month of March 1953, at 8 o'clock p.m. at the City Hall of St. John, County of St. John.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St. John, (county of St. John) this fifth day of March 1953.

WILFRID BOUTIN,
Secretary-Treasurer.

City Hall,
188, Jacques-Cartier Street,
St. John, (Cty. St. John).

34369

Vente d'effets non réclamés

AVIS DE VENTE

Avis est, par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mai 1952 et non réclamés aux bureaux de la "Canadian Pacific Express Company", à divers endroits des provinces du Nouveau Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur à 128 rue King est, Toronto, Ont., à onze heures du matin, le septième jour de mai 1953, conformément à la Loi des Chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, Qué., 18 février 1953.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
Le Surintendant,
G. E. BEGLEY.

34311-9-6

Sale of Unclaimed Baggage

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May 1952, and still remaining unclaimed in the offices of the "Canadian Pacific Express Company", at different points in the Provinces of New Brunswick, Nova Scotia and Quebec, will be sold by Public Auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneer, at 128 King Street East, Toronto, Ont., at eleven o'clock in the forenoon on the seventh day of May, 1953, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, Que., February 18, 1953.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
G. E. BEGLEY,
Superintendent.

34311-9-6-0

Ventes par licitation

Canada, Province de Québec, District de Joliette, Cour Supérieure, N° 10,508. Nina Gilchrist Weir, demanderesse, vs Nathan Rubin et Howard Duncan Finlayson, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Joliette dans le

Sales by Licitation

Canada, Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court, No. 10,508. Nina Gilchrist Weir plaintiff; vs Nathan Rubin and Howard Duncan Finlayson, defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that under and by virtue of a judgment of the Superior Court

district de Joliette, le 13 février, 1953, dans une cause dans laquelle Nina Gilchrist Weir, ménagère, veuve de feu George A. Finlayson du village de Rawdon, district de Joliette, est demanderesse et Nathan Rubin, demeurant à 4338 Avenue Draper, dans les cité et district de Montréal, et Howard Duncan Finlayson, manufacturier de la cité de Westmount, district de Montréal, sont défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir:

a) Lots Nos soixante-seize, soixante-dix-sept, soixante-dix-huit et quatre-vingt-quatorze au plan officiel du lot original N° dix-huit lettre A (18A-76, 77, 78 et 94) du cinquième rang aux plan et livre de renvois officiels du canton de Rawdon;

b) La partie sud-ouest du lot N° quatre-vingt-seize de ladite subdivision du plan officiel dudit lot original N° dix-huit Lettre A (S.O. partie 18A-96) dans le cinquième rang, aux plan et livre de renvois officiels du canton de Rawdon, mesurant quatre-vingt-douze pieds (92') de largeur, par la profondeur totale dudit lot, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par le lot N° quatre-vingt-quatorze de la subdivision dudit plan officiel (18A-94), en arrière par la partie du lot N° quatre-vingt-dix-sept de la subdivision dudit plan officiel (partie 19A-97), d'un côté par le lot N° soixante-seize de la subdivision dudit plan officiel (18A-76) et de l'autre côté par la partie restante dudit lot N° quatre-vingt-seize (partie 18A-96), avec les édifices ci-dessus érigés et avec tous les autres droits, membres et dépendances y attachant.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le QUATRE AVRIL 1953 à DIX heures de l'avant-midi au bureau du Protonotaire, au Palais de Justice à Joliette, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Le 18 février 1953.

Les Procureurs de la demanderesse,

(signé) WALKER, MARTINEAU,

CHAUVIN, WALKER

34304-9-2-o

& ALLISON.

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 320249. Etienne Séguin, demandeur, vs J. R. Benoit Séguin et autre, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal dans le district de Montréal, le 30 janvier 1953, dans une cause où Etienne Séguin, agent de gare pour la Canadian Pacific Railways, de la ville de Rigaud, comté de Vaudreuil, district de Montréal, est demandeur, contre J. R. Benoit Séguin, employé de chemin de fer, de la ville de Dorion, comté de Vaudreuil, et Marie Jeanne Séguin, épouse séparée de biens par contrat de mariage de J. Omer Séguin, restaurateur, ladite Marie Jeanne Séguin,

sitting at Joliette in the District of Joliette, on February thirteenth, 1953, in a cause in which Nina Gilchrist Weir, housewife, widow of the late George A. Finlayson of the village of Rawdon, district of Joliette, is plaintiff, and Nathan Rubin residing at 4338 Draper Avenue, in the city and district of Montreal, and Howard Duncan Finlayson, manufacturer of the city of Westmount, district of Montreal, are defendants, ordering the licitation of a certain immovable property described as follows, to wit:

a) Lots Nos. seventy-six, seventy-seven, seventy-eight and ninety-four upon the official plan of original lot No. eighteen Letter A (18A-76, 77, 78 and 94), of the fifth range upon the Official Plan and Book of Reference of the Township of Rawdon;

b) The South-West part of lot No. ninety-six upon the said Official subdivision plan of said original lot No. eighteen Letter A (S.W. part 18A-96) in the fifth range upon the said Official Plan and Book of Reference of the Township of Rawdon, measuring ninety-two feet (92'), in width, by the whole depth of the said lot, English measure and more or less, and bounded in front by lot No. ninety-four upon the said official subdivision plan (18A-94), in rear by part of lot No. ninety-seven upon the said official subdivision plan (pt. 19A-97), on one side by lot No. seventy-six upon the said official subdivision plan (18A-76) and on the other side by the remaining part of said lot No. ninety-six (pt. 18A-96) with the buildings thereon erected and with all the other rights, members and appurtenances thereunto belonging.

The property above-described will be put up to auction and adjudged to the last and highest bidder on APRIL FOURTH 1953, at TEN o'clock in the forenoon at the Prothonotary's office in the Court House in Joliette, Province of Quebec, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the Prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw to be made to the said Licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve (12) days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six (6) days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited they will be foreclosed from so doing.

February 18th 1953.

(signed) WALKER, MARTINEAU,

CHAUVIN, WALKER

& ALLISON,

34304-9-2-o

Attorneys for plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court No. 320249. Etienne Séguin, plaintiff vs J. R. Benoit Séguin et al., defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the District of Montreal, rendered the 30th January 1953, in a case No. 320249 wherein Etienne Séguin, station Agent for the Canadian Pacific Railways, of the Town of Rigaud, Vaudreuil County, District of Montreal, is Plaintiff, and J. R. Benoit Séguin, employee of the Canadian Pacific Railways, of the Town of Rigaud, Vaudreuil County, and Marie Jeanne Séguin, wife separate as to property by marriage contract of

en sa qualité de curatrice audit J. Omer Séguin, interdit comme ivrogne d'habitude, suivant jugement du 9 mai 1921, dans une cause portant le numéro 505 des dossiers de la Cour supérieure du district de Montréal, de Rigaud, comté de Vaudreuil, district de Montréal, sont défendeurs, la licitation de l'immeuble désigné ci-après est ordonnée, savoir:

"Un emplacement situé dans la ville de Rigaud, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro soixante-dix-huit (78) aux plan et livre de renvoi officiels du village de Rigaud, avec les bâtisses y érigées, contenant 65 pieds et 5 pouces de largeur, mesure française, sur la profondeur qu'il peut y avoir à partir du chemin public ou rang St-Antoine qui le borne en avant à aller à la rivière à la Grasse ou de Rigaud qui borne ledit terrain en arrière, tenant d'un côté à l'autre partie dudit lot numéro 78 aux mêmes plan et livre de renvoi officiels du village de Rigaud appartenant à Antonio Lafleur ou représentants et de l'autre côté par l'emplacement appartenant à W. St-Denis ou représentants";

Un dépôt de \$700.00 devra être fait par tout enchérisseur pour que soit reçue son offre et enchère sur le dit immeuble.

L'immeuble ci-dessus sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le MERCREDI HUIT AVRIL 1953, à DIX heures et DEMIE de l'avant-midi, heure de Montréal Cour tenante, dans la salle d'audience N° 31 du Palais de Justice de Montréal, ou dans toute autre salle indiquée par la Cour, ladite vente devant être faite sujette aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour. Toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite lilitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les intéressés de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, ils seront forcés du droit de le faire.

Montréal, 23 février 1953.

Les Procureurs du demandeur,
GUERIN GODIN & PINARD,

34303-9-2-o 4 est, rue Notre-Dame, Montréal.

J. Omer Seguin, restaurant keeper, the said Marie Jeanne Seguin, in her quality as guardian to the said J. Omer Seguin, interdicted as habitual drunkard, following judgment rendered May 9, 1921 in a case bearing No. 505 in the Superior Court for the District of Montreal, of Rigaud, Vaudreuil County, District of Montreal, are Defendants, the licitation of the immovable hereinafter designated has been ordered, to wit:

"An emplacement situate in the Town of Rigaud, known and designated as being part of lot number seventy-eight (78) on official plan and book of reference of the Village of Rigaud, with houses thereon erected, measuring 65 feet and 5 inches in width, French measures, by the depth existing from the Public Road or Rang St-Antoine bounding the said lot in front up to river à la Grasse or Rigaud which bounds the said lot in the rear, on one side by the other part of said lot 78 of said official plan and book of reference of the Town of Rigaud belonging to Antonio Lafleur or representatives and on the other side by the emplacement belonging to W. St-Denis or representatives."

A deposit of \$700.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid on the aforesaid immovable.

The above described immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on WEDNESDAY APRIL EIGHTH, 1953, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon, Montreal time, Sitting the Court, in the Court Room No. 31, of the Court House of Montreal, or in any other room indicated by the Court, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and, failing the interested parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Montreal, February 23rd, 1953.

GUERIN GODIN & PINARD,
Attorneys for Plaintiff.

4 Notre-Dame Street East, Montreal.
34303-9-2-o

Canada, Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 320,030. Dame Emelda Méthot, demanderesse vs Avila Levac et autres, défendeurs.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal dans le district de Montréal, le 30 janvier 1953, dans une cause où dame Emelda Méthot, veuve de François Xavier Levac, en son vivant cultivateur de la paroisse de St-Zotique, comté de Soulanges, district de Montréal, est demanderesse, et Avila Levac, employé de chemin de fer, de la Station du Coteau, comté de Soulanges, Albert Levac, journalier, de la cité de Montréal, Henri Levac, journalier, de St-Sylvestre, district de Beauce, Alice Levac, épouse commune en biens de Daniel Leroux, pompier, et ce dernier partie aux présentes pour assister et autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, de Verdun, district de Montréal, Berthe Levac, épouse commune en biens de Théodore Leduc, et ce dernier partie aux

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 320,030. Dame Emelda Méthot, plaintiff vs Avila Levac et al., defendants.

NOTICE OF LICITATION

Notice is given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the District of Montreal, rendered the 30th January, 1953, in a case wherein dame Emelda Méthot, widow of François Xavier Levac, in his lifetime Farmer of the Parish of St-Zotique, Soulanges County, District of Montreal, is Plaintiff, and Avila Levac, railroad employee, of Coteau Station, Soulanges County, Albert Levac, labourer, of the City of Montreal, Henri Levac, labourer, of St-Sylvestre, district of Beauce, Alice Levac, wife common as to property of Daniel Leroux, fireman, the latter party herein to assist and authorize his said wife, of Verdun, District of Montreal, Berthe Levac, wife common as to property of Theodore Leduc, the latter party herein to assist and authorize his said wife, of

présentes pour assister et autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, de la cité de Montréal; Irène Levac, épouse commune en biens d'Arthur Daoust, et ce dernier partie aux présentes pour assister et autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, à l'exception du défendeur Henri Levac qui demeure à St-Sylvestre, district de Beauce, sont défendeurs, il est ordonné la licitation de l'immeuble ci-après mentionné, savoir:

"Cette terre faisant partie du lot trente-deux (32) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Zotique, avec bâtisses dessus érigées, et située au nord du chemin public, avec droit de passage dans un chemin de 20 pieds de largeur sur l'autre partie dudit lot 32 du cadastre de St-Zotique et situé entre le chemin public et le fleuve St-Laurent."

Un dépôt de \$2,500.00 devra être fait par tout enchérisseur pour que soit reçue son offre et enchère sur lesusdit immeuble.

L'immeuble ci-dessus sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur le JEUDI NEUF AVRIL 1953, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, heure de Montréal, Cour tenante, dans la salle d'audience N° 31 du Palais de Justice de Montréal, ou dans toute autre salle indiquée par la Cour, ladite vente devant être faite sujette aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour. Toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les intéressés de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par les présentes, ils seront forclos du droit de le faire.

Montréal, 24 février 1953.

Les Procureurs de la demanderesse,
GUERIN GODIN & PINARD,
34307-9-2-o 4 est, rue Notre-Dame, Montréal.

the City of Montreal; Irène Levac, wife common as to property of Arthur Daoust, the latter party herein to assist and authorize his said wife, of the City of Montreal, all of the District of Montreal, except the Defendant Henri Levac who resides at St-Sylvestre, District of Beauce, are Defendants, the licitation of the immovable hereinafter designated has been ordered, to wit:

"This land being part of lot thirty-two (32) on official plan and book of reference of the Parish of St-Zotique, with buildings thereon erected, and situated North of the Public Road, with right of passage in a road of 20 feet of width on the other part of said lot 32 of the cadaster of St-Zotique and situated between the Public Road and the St-Laurence River."

A deposit of \$2,500.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid on the aforesaid immovable.

The above described immovable will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on THURSDAY APRIL NINTH, 1953, at HALF past TEN o'clock in the forenoon, Montreal time, Sitting the Court, in the Court Room No. 31, of the Court House of Montreal, or in any other room indicated by the Court, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and, failing the interested parties to file the said oppositions within the delays hereby limited, they shall be foreclosed from so doing.

Montreal, February 24, 1953.

GUERIN GODIN & PINARD,
Attorneys for Plaintiff,
34307-9-2-o 4 Notre-Dame St. East, Montreal.

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Canada, Province de Québec,
District électoral d'Abitibi Est à Val D'Or
Cour de Magistrat N° 7870 { ALEXANDER PROCY-
SHYN, de Val d'Or
district d'Abitibi, deman-
deur saisissant vs LES HÉRITIERS DE PE-
TER SHPIKULA de son vivant de Val d'Or dis-
trict d'Abitibi, défendeur saisi.

AVIS DE VENTE

La demi indivise du lot deux cent de la subdivi-
sion du lot original N° soixante deux du rang
8 canton Dubuisson (62-200 rang 8 Dubuisson)

la demi indivise du lot deux cent cinquante de la
subdivision originale du lot 14 (14-250) du canton
Bourlamaque.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Canada, Province of Quebec
Electoral district of Abitibi-East
Magistrate's Court No. 7870 { ALEXANDRE PROCY-
SHYN of Val d'Or,
district of Abitibi, seizing
plaintiff; vs THE HEIRS of PETER SHPIKU-
LA, in his lifetime of Val d'Or, district of Abitibi,
seized defendant.

NOTICE OF SALE

The undivided half of lot two hundred of the
subdivision of the original lot No. sixty-two of
range 8 of the township of Dubuisson (62-200,
R. 8. Dubuisson.)

The undivided half of lot two hundred and fifty
of the original subdivision of lot 14 (14-250),
township of Bourlamaque.

Pour être vendu à la porte de l'église St-Sauveur de Val d'Or le SAMEDI VINGT et UN MARS 1953 à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FREDINAND GERVAIS.
Amos, 4 février 1953. 34216-7-2-o

To be sold at the church door of Saint-Sauveur de Val d'Or, on SATURDAY, the TWENTY-FIRST of MARCH, 1953, at THREE o'clock in the afternoon.

FERDINAND GERVAIS,
Sheriff's Office,
Amos, February 4, 1 53. 34216-7-2

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, { ERNEST LABARRE, ou-
N° 7723. { vrier, domicilié à St-Jean-
Baptiste, Comté de Drummond, demandeur, vs EDOUARD BLUTEAU, de Wickham-Ouest Comté de Drummond, District d'Arthabaska, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Un immeuble connu et désigné au cadastre officiel du Bureau d'Enregistrement pour la Municipalité et Corporation de Wickham-Ouest comme étant une partie du lot numéro trois cent soixante-et-un (361) du cadastre officiel du canton de Wickham de ladite municipalité."

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Wickham-Ouest, comté de Drummond, JEUDI, le NEUF AVRIL 1953 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, FÉLIX HOULE.
Arthabaska, le 3 mars 1953. 34355-10-2-o
[Première insertion: 7 mars 1953]
[Deuxième insertion: 21 mars 1953]

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, { ERNEST LABARRE, labor-
No. 7723. { er, domiciled at St-Jean-
Baptiste, County of Drummond, plaintiff, vs EDOUARD BLUTEAU, of Wickham-West, County of Drummond, district of Arthabaska, defendant.

As belonging to defendant:

"An immovable known and designated on the official cadastre of the Registration Office for the Municipality and Corporation of Wickham-West, as being a part of lot number three hundred and sixty-one (361) of the official cadastre of the township of Wickham of the said municipality."

To be sold at the church door of the parish of Wickham-West, county of Drummond, THURSDAY, the NINTH day of APRIL, 1953, at TWO o'clock in the afternoon.

FELIX HOULE,
Sheriff's office,
Arthabaska, March 3, 1953. 34355-10-2
First insertion: March 7, 1953]
[Second insertion: March 21, 1953]

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Terris
District de Chicoutimi

Cour Supérieure, { POTVIN & BOUCHARD
N° 16,343. { INC. corporation légale-
ment, constituée, et ayant son siège social à Jonquière, district de Chicoutimi, demanderesse; vs GÉRARD McNICOLL, résidant à Jonquière, district de Chicoutimi, défendeur; et OMER LAPOINTE & LÉONIDAS GAGNON, tous deux notaires, résidant à Chicoutimi, ès-qualité de registrateurs-conjoints de la division d'enregistrement du comté de Chicoutimi, mis-en-cause.

Contre le défendeur:

Un lopin de terre ou emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Jonquière, sous le numéro vingt-huit, vingt-neuf (N° 28-29), dans le rang un (Rg. 1) dudit canton, avec bâtisses dessus construites, circonstances, dépendances, et accessoires.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale Sainte-Cécile, ville de Kénogami, JEUDI, le DIX-NEUVIÈME jour du mois de MARS 1953, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, RENÉ DELISLE.
Chicoutimi, le 7 février 1953. 34198-7-2-o

CHICOUTIMI

Fieri Facias de Terris
District de Chicoutimi

Superior Court, { POTVIN & BOUCHARD
No. 16,343. { INC., corporation legally incorporated, and having its head office at Jonquière, district of Chicoutimi, plaintiff; vs GÉRARD McNICOLL, residing at Jonquière; district of Chicoutimi, defendant; and OMER LAPOINTE & LÉONIDAS GAGNON, both notaries, residing at Chicoutimi, ès-quality of joint registrars of the Registration Division of the county of Chicoutimi, mis-en-cause.

Against the defendant:

A portion of land or emplacement known and designated on the official plan and in the book of reference for the township of Jonquière, under number twenty-eight, twenty-nine (No. 28-29), in Range one (Rg. 1) of the said township, with buildings thereon erected, circumstances, dependencies, and accessories.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Cécile, town of Kénogami, THURSDAY, the NINETEENTH day of the month of MARCH, 1953, at THREE o'clock in the afternoon.

RENÉ DELISLE,
Sheriff's Office,
Chicoutimi, February 7, 1953. 34198-7-2

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Rimouski

Cour Supérieure, { LOUIS PHILIPPE LE-
N° 13624. { VESQUE, marchand gé-
néral, de l'endroit appelé, Sacré-Cœur de Jésus de Tourelle, district de Gaspé, demandeur, vs JEAN BAPTISTE DES-

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Rimouski

Superior Court, { LOUIS PHILIPPE LE-
No. 13624. { VESQUE, general mer-
chant, of the place called Sacré-Cœur de Jésus de Tourelle, district of Gaspé, plaintiff, vs JEAN BAPTISTE DES-

CHENES, de l'endroit appelé St Joachim de Tourelle district de Gaspé, défendeur.

Avis est par les présentes donné qu'un emplacement situé au premier rang de la paroisse de St Joachim de Tourelle, étant partie du lot N° 9, A, du cadastre officiel du Canton Tourelle, avec bâtisses dessus construites, borné au Nord au fleuve, à l'est à Emile Ross et Joseph Lévesque, au Sud à Joseph Lévesque et à l'ouest partie par François St-Laurent et partie par Emile Ross, mesurant un arpent de largeur par environ deux arpents de profondeur, plus ou moins.

Pour être vendu à la porte de l'église de St Joachim de Tourelle, comté de Gaspé le DIX-HUITIÈME jour de MARS mil neuf cent cinquante trois, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, M. J. FURLONG.
Percé, P.Q. le 7ième jour février 1953 34224-7-2-o

CHENES, of the place called St-Joachim de Tourelle, district of Gaspé, defendant.

Notice is hereby given that an emplacement situate in the first range of the parish of St-Joachim de Tourelle, being part of lot number 9A of the official cadastre for the township of Tourelle, with buildings thereon erected; bounded on the north, by the River, on the east by Emile Ross, and Joseph Levesque, on the south by Joseph Levesque and on the west partly by François St-Laurent and partly by Emile Ross, measuring one arpent in width by about two arpents in depth, more or less.

To be sold at the church door of St-Joachim de Tourelle, county of Gaspé, on the EIGHT-EENTH day of MARCH, nineteen hundred and fifty-three at TEN o'clock in the forenoon.

M. J. FURLONG,

Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, P.Q., seventh day of February, 1953.
34224-7-2

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Québec
District of Rouyn-Noranda

Cour Supérieure, { LÉO BRASSARD, mineur,
N° 2830. { de Evain, P.Q., deman-
deur, vs LÉO DAGENAIS, mineur, de Dalember, P.Q., défendeur.

Les droits acquis sur le lot portant le numéro 39 du rang Nord, du canton Dufresnoy, district de Rouyn-Noranda, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances,

Pour être vendus à la porte de l'Église de St. Christophe de Dufresnoy, P.Q., le 19ème jour de MARS 1953, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, J. H. CHARBONNEAU.
Rouyn, le 7 février 1953. 34215-7-2-o
[1ère insertion le 14 février 1953]

ROUYN-NORANDA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada, Province of Quebec
District of Rouyn-Noranda

Superior Court. { LÉO BRASSARD, miner,
No. 2830. { of Evain, P. Q., plaintiff,
vs LÉO DAGENAIS, miner, of Dalember, P. Q., defendant.

The acquired rights on lot bearing number 39, of Range North, of Dufresnoy Township, district of Rouyn-Noranda, with the buildings thereon erected, circumstances and appurtenances.

To be sold at the Church door, of St-Christophe de Dufresnoy, P. Q., on the 19th day of MARCH 1953, at TEN o'clock in the forenoon.

J. H. CHARBONNEAU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Rouyn, February 7th, 1953. 34215-7-2-o
[1st insertion February 14th, 1953]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Richelieu

Cour Supérieure, { CYRILLE LABELLE &
N° 12-127. { CIE LTÉE, corpora-
tion légalement constituée
ayant sa principale place d'affaires en la cité de Sorel, district de Richelieu, demanderesse, vs AIMÉ GENDRON, de St-Ours, district de Richelieu, défendeur;

Saisi comme appartenant au défendeur;

Un terrain boisé, sis en la paroisse de Saint-Bernard-de-Michaudville, dans le comté de St-Hyacinthe, de forme irrégulière, contenant environ quinze arpents en superficie, tenant à un bout Gérard Harpin; à l'autre bout Elzéar Dupré; d'un côté Adrien Bonin; de l'autre côté un chemin tracé dans le bois et bien connu des parties, donnant environ un arpent et demi de largeur sur dix arpents de longueur, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Ours comme étant une partie du lot numéro trois cent quatre-vingt-seize (P-396). Tel que le tout se trouve présentement;

Pour être vendu à la porte de l'Église paroissiale de Saint-Bernard-de-Michaudville, comté de St-Hyacinthe, le MERCREDI, HUITIÈME jour d'AVRIL mil neuf cent cinquante-trois, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, RICHARD BOUSQUET.
St-Hyacinthe, le 4 mars 1953. 34363-10-2-o

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Richelieu

Superior Court, { CYRILLE LABELLE &
No. 12-127. { CIE LTÉE, corpora-
tion legally incorporated hav-
ing its head office in the city of Sorel, district of Richelieu, plaintiff; vs AIMÉ GENDRON, of St-Ours, district of Richelieu, defendant;

Seized as belonging to defendant;

A wooded lot of land, situate in the parish of Saint-Bernard-de-Michaudville, in the county of St-Hyacinthe, of irregular form, containing about fifteen arpents in superficial area, joining at one end Gérard Harpin; at the other end, Elzéar Dupré; on one side, Adrien Bonin; on the other side, a marked road in the woods and well known by parties concerned, giving about an arpent and one-half in width by ten arpents in length, known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Ours as being a part of lot number three hundred and ninety-six (P-396). Such as the whole presently stands.

To be sold at the parochial church door of Saint-Bernard-de-Michaudville, county of St-Hyacinthe, WEDNESDAY, the EIGHTH day of APRIL, one thousand nine hundred and fifty-three, at TEN o'clock in the forenoon.

RICHARD BOUSQUET,

Sheriff's Office, Sheriff.
St-Hyacinthe, March 4, 1953. 34363-10-2

TERREBONNE

Canada, Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 22055 { **EDWARD BIGRAS**, employé de la ville de La-
chute, comté d'Argenteuil,
district de Terrebonne, demandeur, vs **ADOLPHE** et **NOÉ DUMOULIN**, cultivateurs du
Canton de Chatham, dits comté et district, de-
fendeur.

Comme appartenant à Adolphe Dumoulin.

"a) Ce morceau de terre connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du Canton de Chatham comme formant partie du lot numéro quatre cent soixante et dix-neuf, (pt. 479) mesurant deux acres en largeur par six acres en profondeur; borné au nord par le chemin public, au sud par la partie du même lot 479 appartenant à Noé Dumoulin, ou représentants, à l'est par le lot N° 478 et à l'ouest par une partie du lot 480 ci-dessous décrit dans le second paragraphe;

b) Ce morceau de terre connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du dit Canton de Chatham étant une partie du lot numéro quatre cent quatre-vingt (pt. 480) mesurant deux acres en largeur par six acres en profondeur; borné à l'est par la partie du lot 479 décrit dans le premier paragraphe, au sud par la partie du même lot 480 appartenant à Noé Dumoulin, ou représentants, au nord par le chemin public et à l'ouest par le lot 481 ci-dessous décrit;

c) Cette ferme connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels du Canton de Chatham comme étant le lot numéro quatre cent quatre-vingt-un (N° 481).

d) Une certaine partie de terre connue et désignée au plan et livre de renvoi officiels du dit Canton de Chatham comme étant une partie du lot numéro quatre cent quatre-vingt-deux (pt. 482).

Comme appartenant à Noé Dumoulin.

11. Une certaine partie de lot connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de la Municipalité de Canton de Chatham comme étant la demie-partie sud des lots numéros quatre cent soixante et dix-neuf et quatre cent quatre-vingt ($s\frac{1}{2}$ 479 et 480) avec toutes les bâtisses ci-dessus érigées, borné au sud par le chemin du premier rang, au nord par la demie-partie nord des lots quatre cent soixante et dix-neuf et quatre cent quatre-vingt (479 et 480), à l'est par le lot 477 et à l'ouest par le lot 481."

Pour être vendus à la porte de l'église catholique de St-Philippe d'Argenteuil le **HUITIÈME** jour d'**AVRIL** 1953 à **DEUX** heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **ALBERT FOURNELLE**.
Daté à St-Jérôme, ce 3ième jour de mars 1953.
34356-10-2-o

TERREBONNE

Canada, Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 22055 { **EDWARD BIGRAS**, em-
ployee of the town of La-
chute, county of Argenteuil,
district of Terrebonne, plaintiff, vs **ADOLPHE**
and **NOÉ DUMOULIN**, farmers of the town-
ship of Chatham, said county and district, de-
fendants.

As belonging to Adolphe Dumoulin:

"a) That piece of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the Township of Chatham as forming part of lot number four hundred and seventy-nine, (pt. 479), measuring two acres in width by a depth of six acres; bounded north by the public road, south by part of same lot 479 pertaining to Noé Dumoulin, or representatives, east by the lot 478 and west by part of lot 480 hereinabove described in the second paragraph;

b) That piece of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the said township of Chatham as forming part of the lot number four hundred and eighty (pt. 480) measuring two acres in width by six acres in depth; bounded east by part of lot 479 described in the first paragraph, south by part of same lot 480 pertaining to Noé Dumoulin, or representative, north by the public road and west by the lot 481 hereinabove described;

c) That farm known and designated on the official plan and in the book of reference of the township of Chatham as being the lot number four hundred and eighty-one (No. 481);

e) A certain piece of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the said township of Chatham as being part of the lot number four hundred and eighty-two (pt. 482).

As belonging to Noé Dumoulin:

11. A certain piece of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the municipality of the township of Chatham as being the south half of the lots numbers four hundred and seventy-nine and four hundred and eighty ($s\frac{1}{2}$ 479 and 480) with all the buildings thereon erected; bounded south by the road of the first range, north by the north half of said lots 479 and 480, east by lot 477 and west by lot 481."

To be sold at the catholic church door of St-Philippe of Argenteuil, **APRIL EIGHTH** 1953 at **TWO** o'clock in the afternoon.

ALBERT FOURNELLE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Dated at St-Jérôme, March 3rd, 1953.
34356-10-2-o

**Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 10**

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Lemay vs Gingras 777

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

195 — Concernant certains actes administratifs du département de la Chasse et des Pêcheries 775

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 10**

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Lemay vs Gingras 777

ORDER IN COUNCIL:

195 — Concerning certain administrative agreements of the Department of Game and Fisheries 775

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

751 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

751

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Institutrices de la Cité de Rivière-du-Loup (Formation) . . .	777
Atlantic Salmon Association (Règlements) . . .	779
Bills sanctionnés . . .	781
Casgrain & Compagnie Limitée — Casgrain & Company Limited (Directeurs) . . .	779
Collège Marie de France (Règlements) . . .	779
Discours du Trône (Prorogation) . . .	782
E. T. Cutts Limited (Directeurs) . . .	780
Federation Realities Limited . . .	777
Gulf Power Company (Barrage) . . .	783
Hôpital Comtois, Inc. (Règlement) . . .	782
Lachute Baptist Church (Incorporation) . . .	777
L'Association des Employeurs en Construction des Comtés de Terrebonne et Labelle (Changement de nom) . . .	778
L'Association Professionnelle des Employés en Consommation Alimentaire de Québec (Formation) . . .	784
Le Syndicat de l'U.C.C. de Robertsonville (Formation) . . .	778
Metal Refining Workers Union (Formation) . . .	783
Quebec Telephone Workers Credit Union (Changement de nom) . . .	778
Syndicat Coopératif Agricole de Normandin (Fondation) . . .	779
Syndicat Coopératif de Producteurs de Patates de St-David (Fondation) . . .	780
Syndicat Coopératif d'Habitation des Syndicats Catholiques des Trois-Rivières (Fondation) . . .	778
Syndicat des Travailleurs en Matériaux de Construction de Montréal (Formation) . . .	780
Syndicat National Catholique de la Construction (Corps Licencié Provincial) Section Plombiers et Electriciens (Formation) . . .	779
The Evangel Pentecostal Church (Incorporation) . . .	777
The Shawinigan Water & Power Company (Modifications des taux) . . .	783

Association des Institutrices de la Cité de Rivière-du-Loup (Formation) . . .	777
Atlantic Salmon Association (By-Laws) . . .	779
Bills sanctioned . . .	781
Casgrain & Compagnie Limitée — Casgrain & Company Limited (Directors) . . .	779
College Marie de France (By-Laws) . . .	779
Speech from the Throne (Prorogation) . . .	782
E. T. Cutts Limited (Directors) . . .	780
Federation Realities Limited . . .	777
Gulf Power Company (Dam) . . .	783
Hôpital Comtois, Inc. (By-Laws) . . .	782
Lachute Baptist Church (Incorporation) . . .	777
L'Association des Employeurs en Construction des Comtés de Terrebonne et Labelle (Change of name) . . .	778
L'Association Professionnelle des Employés en Consommation Alimentaire de Québec (Formation) . . .	784
Le Syndicat de l'U.C.C. de Robertsonville (Formation) . . .	778
Metal Refining Workers Union (Formation) . . .	783
Quebec Telephone Workers Credit Union (Change of name) . . .	778
Syndicat Coopératif Agricole de Normandin (Foundation) . . .	779
Syndicat Coopératif de Producteurs de Patates de St-David (Foundation) . . .	780
Syndicat Coopératif d'Habitation des Syndicats Catholiques des Trois-Rivières (Foundation) . . .	778
Syndicat des Travailleurs en Matériaux de Construction de Montréal (Formation) . . .	780
Syndicat National Catholique de la Construction (Corps Licencié Provincial) Section Plombiers et Electriciens (Formation) . . .	779
The Evangel Pentecostal Church (Incorporation) . . .	777
The Shawinigan Water & Power Company (Adjustments of the rates) . . .	783

CHARTES — ABANDON DE:

CHARTERS — SURRENDER OF:

Ciné-Canada Inc.	784
Confides Corporation	784
Rubtex Backing Company Ltd.	784

Ciné-Canada Inc.	784
Confides Corporation	784
Rubtex Backing Company Ltd.	784

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Triple A. Industries, Ltd.	784
------------------------------------	-----

Triple A. Industries, Ltd.	784
------------------------------------	-----

COMPAGNIES DISSOUTES:

COMPANIES DISSOLVED:

Acme Paper Box Company Limited . . .	785
Ayer's Cliff Creamery Limited	785
Cie d'Huile & Gaz Albany, Limitée — Albany Oil & Gas Co., Limited	785
Compagnie J. R. Malo Limitée	785
Hofbraue Company Limited	786
Jayess Realty Inc.	786
J. S. Mitchell Printing Co. Limited	786
Keating Sons Limited	786
Luigi Spaghetti House Limited	787
Modern Investment Inc.	787
Premier Fabrics Inc.	787

Acme Paper Box Company Limited . . .	785
Ayer's Cliff Creamery Limited	785
Cie d'Huile & Gaz Albany, Limitée — Albany Oil & Gas Co., Limited	785
Compagnie J. R. Malo Limitée	785
Hofbraue Company Limited	786
Jayees Realty Inc.	786
J. S. Mitchell Printing Co. Limited	786
Keating Sons Limited	786
Luigi Spaghetti House Limited	787
Modern Investment Inc.	787
Premier Fabrics Inc.	787

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

St-Barnabé.....	789
St-Ephrem-de-Fitch-Bay.....	787
St-François.....	788
St-François-ouest.....	789
St-Jean-de-Dieu.....	789

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

Lachine, ville de.....	789
------------------------	-----

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

Barbier, coiffeur et coiffeuse dans les comtés de Joliette, Montcalm <i>et al</i> (Modification).....	789
Barbier, coiffeur et coiffeuse dans les villes de Rouyn, Noranda <i>et al</i> (Modification).....	790

LETTRES PATENTES:

Alwin Investment Corp.....	752
Appartement Longpré Ltée.....	753
Appliances Unlimited Inc.....	753
Associated Fruit Distributors Company.....	753
Association des Médecins de la Rive-Sud.....	754
Association des Taverniers de la Cité de Grand'Mère et du District Inc.....	754
Association Notre-Dame de la Paix (Inc.).....	754
Automobile Transport, Limited.....	755
Bellechasse Metals Company Limited.....	755
Bewick Sales Ltd.....	755
Boulangerie Guérin et Frère, Ltée.....	756
Centre Musical Canadien Inc.....	756
Château Gaspésien Inc.....	757
Comité des Loisirs de St-Joseph de Mont-Royal.....	757
Crèmerie d'Asbestos, Ltée.....	757
F. X. Gagné, Limitée.....	758
Georges Laflamme Inc.....	758
Gift Shop Ltd.....	758
Institut de La Consolata (Montréal).....	791
Inter-Cité Propane Inc.—Inter-City Propane Inc.....	759
J. Berger Inc.....	759
J. M. Clément Inc.....	759
Labrador & Ungava Entreprises Limited — Labrador & Ungava Entreprises Limitée.....	760
Lakeshore Equipment Limited.....	760
Lakeshore Industries Inc.....	760
La Ligue des Propriétaires de Saint-Hyacinthe Incorporée.....	761
Le Comité des Chemins d'Hiver du Grand Rang de St-Tite (Erratum).....	769
Lepage Automobile Limitée.....	761
Les Immeubles Audet Limitée.....	761
Les Immeubles Foster Ltée — Foster Realities Ltd.....	762
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Pierre du Sud, Inc.....	762
Martin Ajusteurs Limitée — Martin Adjusters Limited.....	762
North-American Jewellery Stylers Inc.....	763
Panet Metals Corporation Ltd.....	763
Perfect Knitting Mills Ltd.....	764
Phil Côté Ltd.....	764
Point Investment Corporation.....	764

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

School Municipality of:

St-Barnabé.....	789
St-Ephrem-de-Fitch-Bay.....	787
St-François.....	788
St-François-ouest.....	789
St-Jean-de-Dieu.....	789

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

Lachine, town of.....	789
-----------------------	-----

LABOUR:

Industry or Trades of:

Barber and hairdressing in the counties of Joliette, Montcalm <i>et al</i> (Amendment).....	789
Barber and hairdressing in the towns of Rouyn, Noranda <i>et al</i> (Amendment).....	790

LETTERS PATENT:

Alwin Investment Corp.....	752
Appartement Longpré Ltée.....	753
Appliances Unlimited Inc.....	753
Associated Fruit Distributors Company.....	753
Association des Médecins de la Rive-Sud.....	754
Association des Taverniers de la Cité de Grand'Mère et du District Inc.....	754
Association Notre-Dame de la Paix (Inc.).....	754
Automobile Transport, Limited.....	755
Bellechasse Metals Company Limited.....	755
Bewick Sales Ltd.....	755
Boulangerie Guérin et Frère, Ltée.....	756
Centre Musical Canadien Inc.....	756
Château Gaspésien Inc.....	757
Comité des Loisirs de St-Joseph de Mont-Royal.....	757
Crèmerie d'Asbestos, Ltée.....	757
F. X. Gagné, Limitée.....	758
Georges Laflamme Inc.....	758
Gift Shop Ltd.....	758
Institut de La Consolata (Montréal).....	791
Inter-Cité Propane Inc.—Inter-City Propane Inc.....	759
J. Berger Inc.....	759
J. M. Clément Inc.....	759
Labrador & Ungava Entreprises Limited — Labrador & Ungava Entreprises Limitée.....	760
Lakeshore Equipment Limited.....	760
Lakeshore Industries Inc.....	760
La Ligue des Propriétaires de Saint-Hyacinthe Incorporée.....	761
Le Comité des Chemins d'Hiver du Grand Rang de St-Tite (Erratum).....	769
Lepage Automobile Limitée.....	761
Les Immeubles Audet Limitée.....	761
Les Immeubles Foster Ltée — Foster Realities Ltd.....	762
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de St-Pierre du Sud, Inc.....	762
Martin Ajusteurs Limitée — Martin Adjusters Limited.....	762
North-American Jewellery Stylers Inc.....	763
Panet Metals Corporation Ltd.....	763
Perfect Knitting Mills Ltd.....	764
Phil Côté Ltd.....	764
Point Investment Corporation.....	764

Quebec Industrial Caterers Ltd.	765	Quebec Industrial Caterers Ltd.	765
Roger Laforest Ltée.	765	Roger Laforest Ltée.	765
R. S. Flam Ltd.	765	R. S. Flam Ltd.	765
Scopus Investment Corporation.	765	Scopus Investment Corporation.	765
Standard Sample Card Company.	766	Standard Sample Card Company.	766
Star Pants, Disraéli, Limited.	766	Star Pants, Disraéli, Limited.	766
Steel & Graphite Co. Ltd.	766	Steel & Graphite Co. Ltd.	766
St-Pierre Granite, Inc.	767	St-Pierre Granite, Inc.	767
Talon Street Investment Corporation.	767	Talon Street Investment Corporation.	767
The Walshaven Home for the Aged.	768	The Walshaven Home for the Aged.	768
Triangle Realty Corporation.	768	Triangle Realty Corporation.	768
Val Pichet Inc.	768	Val Pichet Inc.	768
W. T. Greer Ltd.	769	W. T. Greer Ltd.	769
Yeates-Denyar Company Inc.	769	Yeates-Denyar Company Inc.	769

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Ace Holdings Corporation.	770
Agri-Tech Inc.	770
Albert Barré Automobiles Ltée.	770
Barbeau & Robert Inc.	770
Beaudet & Cie, Ltée — (Beaudet & Co. Ltd.)	770
Blue Realty Company Limited.	771
Broadway Amusements Inc.	771
Charles E. Frosst & Co.	771
Charm Hats Inc.	772
Couillard Automobiles Inc.	772
Floriculture La Haye Ltée.	772
Frank Struser Company.	772
George Courey & Sons Limited.	772
Handy Andy Company.	773
La Compagnie des Produits Jito Limitée — The Jito Products Company Limited.	773
Mead & Company Limited.	773
Metal & Ore Company Ltd.	773
Montroy Investment Company, Limited.	774
Philip Polonsky Incorporated.	774
Régional Asphalte, Limitée — Regional Asphalt, Limited.	774
Reinforced Concrete Designs Inc.	774
Victory Thread & Novelty Co. Inc.	775
Wonder Berets & Hats Limited.	775

LIQUIDATION, AVIS DE:

L'Abitibienne.	791
---------------------	-----

NOMINATIONS:

Diverses.	791
----------------	-----

SIÈGES SOCIAUX:

La Compagnie Photo-Air Laurentides.	793
Mobilier Moderne Inc.	793
New York Garment Inc.	793
Soble Investments Inc.	794

SOUMISSIONS:

Drummondville, cité de.	797
LeMoyne, ville de.	795
Mackayville, commissaires d'écoles catholiques de.	794
St-Jean, commissaires d'écoles de la cité de.	798
St-Joseph-de-Sorel, commissaires d'écoles de.	796

VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Express Company.	799
--	-----

VENTES PAR LICITATION:

Méhot vs Levac et al.	801
----------------------------	-----

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Ace Holdings Corporation.	770
Agri-Tech Inc.	770
Albert Barré Automobiles Ltée.	770
Barbeau & Robert Inc.	770
Beaudet & Cie, Ltée — (Beaudet & Co. Ltd.)	770
Blue Realty Company Limited.	771
Broadway Amusements Inc.	771
Charles E. Frosst & Co.	771
Charm Hats Inc.	772
Couillard Automobiles Inc.	772
Floriculture La Haye Ltée.	772
Frank Struser Company.	772
George Courey & Sons Limited.	772
Handy Andy Company.	773
La Compagnie des Produits Jito Limitée — The Jito Products Company Limited.	773
Mead & Company Limited.	773
Metal & Ore Company Ltd.	773
Montroy Investment Company, Limited.	774
Philip Polonsky Incorporated.	774
Régional Asphalte, Limitée — Regional Asphalt, Limited.	774
Reinforced Concrete Designs Inc.	774
Victory Thread & Novelty Co. Inc.	775
Wonder Berets & Hats Limited.	775

WINDING UP NOTICE:

L'Abitibienne.	791
---------------------	-----

APPOINTMENTS:

Miscellaneous.	791
---------------------	-----

HEAD OFFICES:

La Compagnie Photo-Air Laurentides.	793
Mobilier Moderne Inc.	793
New York Garment Inc.	793
Soble Investments Inc.	794

TENDERS:

Drummondville, city of.	797
LeMoyne, town of.	795
Mackayville Catholic School Commissioners of.	794
St. John, School Commissioners of the city of.	798
St-Joseph-de-Sorel, School Commissioners of.	796

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Express Company.	799
--	-----

SALES BY LICITATION:

Méhot vs Levac et al.	801
----------------------------	-----

Séguin vs Séguin <i>et al</i>	800	Séguin vs Séguin <i>et al</i>	800
Weir vs Rubin <i>et al</i>	799	Weir vs Rubin <i>et al</i>	799

VENTES PAR SHÉRIFS:

ABITIBI:

Procysbyn vs Héritiers Peter Shpikula.	802
--	-----

ARTHABASKA:

Labarre vs Bluteau	803
------------------------------	-----

CHICOUTIMI:

Potvin & Bouchard Inc. vs McNicoll.	803
---	-----

GASPÉ:

Levesque vs Deschenes	803
---------------------------------	-----

ROUYN-NORANDA:

Brassard vs Dagenais.	804
-------------------------------	-----

SAINT-HYACINTHE:

Cyrille Labelle & Cie Ltée vs Gendron	804
---	-----

TERREBONNE:

Bigras vs Dumoulin <i>et al</i>	805
---	-----

34328-o

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

Procysbyn vs Heirs of Peter Shpikula.	802
---	-----

ARTHABASKA:

Labarre vs Bluteau	803
------------------------------	-----

CHICOUTIMI:

Potvin & Bouchard Inc. vs McNicoll.	803
---	-----

GASPÉ:

Levesque vs Deschenes	803
---------------------------------	-----

ROUYN-NORANDA:

Brassard vs Dagenais.	804
-------------------------------	-----

SAINT HYACINTHE:

Cyrille Labelle & Cie Ltée vs Gendron	804
---	-----

TERREBONNE:

Bigras vs Dumoulin <i>et al</i>	805
---	-----

34328-o

